

***l'Anti*capitaliste**

n°405 | 16 novembre 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**FACE À UN
GOUVERNEMENT
DE COMBAT**



**EN FINIR AVEC LA MASCARADE
DU « DIALOGUE SOCIAL »**

Dossier

**SYNDICALISME: À LA
CROISÉE DES CHEMINS**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Leur 13 novembre
et le nôtre Page 2

PREMIER PLAN

Catalogne:
«La mobilisation contre
la répression va durer»
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Turquie: pragmatisme «anti-
impérialiste» et fractures dans
le camp Erdogan Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Thierry Defresne,
délégué syndical central chez Total
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Leur 13 novembre et le nôtre

Deux ans après les attentats du 13 novembre, diverses commémorations ont été organisées, notamment à Paris et Saint-Denis. Emmanuel Macron s'est ainsi rendu sur l'ensemble des lieux où ces actes odieux ont été perpétrés, pour y déposer des gerbes de fleurs. Édouard Philippe s'est exprimé pour l'exécutif en donnant une interview le 13 novembre sur France Inter. Par sa voix, le gouvernement s'est voulu à la fois inquiétant et rassurant : inquiétant en affirmant que « le niveau de menace reste élevé » ; rassurant en prétendant que la France n'avait pas cédé aux terroristes et que les autorités avaient su trouver « les réponses juridiques et militaires » adéquates.

Nous partageons bien évidemment la douleur des survivantEs et des proches des victimes, et saluons la mémoire des disparuEs. Mais il nous est impossible de communier avec un gouvernement et des responsables politiques qui, par leurs discours et leurs actes, non seulement instrumentalisent toujours la tragédie du 13 novembre, mais contribuent en outre à préparer les attentats de demain. Nous n'oublions pas, en effet, que c'est au nom de la « menace terroriste » que les dispositifs liberticides de l'état d'urgence viennent d'être intégrés au droit commun. Nous n'oublions pas non plus les interdictions de manifester, les perquisitions brutales au domicile de personnes dont le seul tort était d'être écologiste ou musulman, les peines de prison contre des militantEs, l'accroissement de l'encadrement policier des quartiers populaires, et son lot de violences. Violences sociales, répression, discriminations, stigmatisation : un cocktail destructeur auquel s'ajoute la poursuite des expéditions militaires françaises, dont les peuples d'Afrique et du Moyen-Orient n'ont pas fini de payer le prix, ainsi que le renforcement des liens avec – entre autres – la dictature égyptienne et le régime saoudien, mirobolants contrats d'armement à la clé.

« Lorsque l'on étouffe la société, on nourrit l'amertume, l'exclusion et, au bout du compte, la folie totalitaire », affirmait un certain Emmanuel Macron en novembre 2015. Deux ans plus tard, force est de constater que, malgré les postures, le président français et son gouvernement contribuent largement, ici et ailleurs, à « nourrir l'exclusion et l'amertume » et à précipiter la fuite en avant vers un monde toujours plus violent. C'est pourquoi, sans céder d'un pouce aux injonctions à la « communion nationale », et à la mémoire de toutes les victimes de ce système barbare, nous continuerons à nous battre contre Macron et son monde.

BIEN DIT

« Partout dans le monde, on observe que les politiques d'austérité, la mondialisation effrénée et la précarité économique qu'elles engendrent nourrissent l'extrême droite et la xénophobie. Et pourtant, Macron répond à cette élection terrifiante, où le FN a fait un score record, par des attaques contre le droit du travail, des réductions d'impôts pour les plus riches et une poursuite des politiques de libre-échange, tout en présentant cela comme une forme de progressisme. »

NAOMI KLEIN, liberation.fr, 12 novembre 2017.

À la Une

Face à un gouvernement de combat En finir avec la mascarade du « dialogue social »

Les bonnes surprises sont toujours possibles, mais les perspectives actuelles de mobilisation sont très en deçà de ce qui serait nécessaire pour faire reculer le gouvernement, alors que les raisons de faire grève ne manquent pas...

Les organisations syndicales viennent coup sur coup d'annoncer des éléments de rupture avec le gouvernement : CGT et CFDT vont attaquer devant le Conseil d'État certaines ordonnances, FO hésite. Elles s'opposent en particulier à la possibilité pour les patrons de négocier directement avec les salariéEs dans les entreprises de moins de 20 salariéEs, sans passer par les syndicats. CGT et FO devraient attaquer sur les référendums, les suppressions des CHSCT et la limitation des indemnités prud'homales. Il faut dire que cela atteint directement les syndicats, qui perdraient en implantation et en influence dans la défense des intérêts immédiats des salariéEs.

La CGT et FO ont quitté les groupes de travail sur les missions de service public et publié un communiqué avec Solidaires dénonçant ces négociations : « le comité est invité à proposer des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions » ; ils dénoncent « une politique inacceptable de privatisation des services publics » et estiment que « le cadre et l'objectif étant ainsi arrêtés, aucune marge de discussion n'est possible ». Ainsi, après avoir discuté tout l'été, les syndicats s'aperçoivent, quand vient l'hiver, que Macron veut casser les services publics et supprimer 120 000 postes...

Une stratégie syndicale perdante

Formellement, la réaction de ces directions syndicales est nette : elles quittent les négociations, elles ont appelé à la grève le 16, affirmant que le front syndical s'élargissait avec cette journée appelée par la



CGT, FO, Solidaires, la FSU et les organisations de jeunesse. Mais, en pratique, on sait bien que cette journée n'a pas été préparée avec suffisamment d'énergie.

La valse des négociations et des manifestations est supposée rendre compréhensible la stratégie syndicale : les syndicats prétendent prouver qu'ils sont prêts à discuter mais que c'est le gouvernement qui n'écoute pas. Le problème est que cette tactique est contre-productive : les salariéEs qui veulent en découdre voient bien qu'il n'y a pas de plan d'action, et celles et ceux qui ne sont pas convaincus de lutter ne bougent pas davantage. Et l'effet boule de neige est terrible : des sections syndicales n'appellent plus à la grève sous prétexte que ce n'est qu'une journée sans lendemain de plus, avec le risque de réduire fortement la mobilisation.

Alors qu'il faudrait également articuler le refus des ordonnances avec le rejet des nouvelles attaques contre les salariéEs, pour construire une opposition unifiée contre la politique du gouvernement, les réponses se font au coup par coup.

Opposer, additionner ou combiner pour entraîner

Les difficultés sont importantes, il ne faut pas le nier. Beaucoup de travailleurEs pensent qu'il n'est pas possible d'arrêter le gouvernement. Beaucoup de jeunes pensent également que se mobiliser contre la sélection n'a que peu d'intérêt alors que celle-ci existe déjà en bonne partie, ne percevant pas que la réforme représente un recul historique.

Pour entraîner, il faut que les secteurs les plus combatifs continuent à agir, sans se couper ce ceux qui

n'agissent pas. La tentation est grande de réaliser chacun sa propre mobilisation : les syndicats en grève le 16, le Front social le 18, des secteurs radicaux dans la jeunesse le 22, tandis que Mélenchon ne propose rien quant à la mise en place de sa manifestation à « un million » à Paris.

Il n'y aura pas de stratégie gagnante sans articuler les différents niveaux de conscience : tant qu'il n'y aura pas d'appel unitaire et déterminé à une grève durable combinant les revendications sectorielles et le projet d'arrêter Macron, tant que ne se constituera pas une opposition associant organisations syndicales, partis et mouvements sociaux, il ne sera pas possible de gagner.

Il n'y a pas d'autre choix que de militer pour réussir les journées de grève, indispensables pour que les travailleurEs prennent conscience de leur force collective et prennent le temps de discuter de leurs propres luttes, tout en rassemblant les secteurs qui veulent aller plus loin, que ce soit le 18 à l'appel du Front social ou dans la construction d'oppositions qui défendent une stratégie combative dans les syndicats.

Et l'on peut oser parier sur le fait que l'accumulation des attaques va provoquer une exaspération qui pourrait produire, à moyen terme, une révolte politique et sociale contre ce gouvernement, à laquelle il faut se préparer dès aujourd'hui. À défaut de fêter le centenaire de 1917 par une révolution, on pourrait ainsi au moins fêter les 50 ans de mai 1968 par un mouvement d'ensemble contre ce gouvernement et sa contre-révolution libérale.

Antoine Larrache

CATALOGNE

« La mobilisation contre la répression va durer »

Entretien avec Andreu Coll, militant d'Anticapitalistes.

Peux-tu revenir sur la grève du 9 novembre et la manifestation du 11 ?

La grève a été très faible dans les entreprises, mais plus forte dans le secteur public, en particulier dans l'éducation (autour de 40%) et, dans une moindre mesure, dans les transports. Beaucoup d'enseignants se sont sentis concernés par l'inculpation de 8 enseignants pour « endoctrinement » et « haine » pour avoir discuté de la question de la violence policière le jour du référendum

devant leurs élèves, suite à la plainte de parents travaillant dans la Guardia Civil. Societat Civil Catalana (qui a organisé les manifestations unionistes, avec un rôle clé d'éléments d'extrême droite) mène une campagne pour que d'autres plaintes soient déposées afin de renforcer le climat d'intimidation des enseignants.

En général, les classes populaires et la classe ouvrière restent très en retrait, à part dans le secteur public. L'élément dynamique principal de la semaine est l'action des Comités de défense de la république (CDR), qui ont joué un grand rôle. Un journaliste

conservateur mais lucide les compare avec la dynamique de Lotta continua dans les années 1970 en Italie, soulignant le dynamisme des groupes locaux et leurs capacités d'action. Les CDR restent très hétérogènes sur le fond, mais ils se développent. Ils sont aujourd'hui presque 300, répartis sur le territoire, rappelant la dynamique du 15M. Les CDR ont coupé des rues, des autoroutes et des TGV, avec des centaines de personnes, et les flics ont eu beaucoup de mal à intervenir. La mobilisation contre la répression va durer. La prochaine étape, ce sera les procédures contre plus de 700 maires.

Et du côté des organisations politiques et des élections du 21 décembre ?

Puigdemont a affirmé sa demande de compromis dans le cadre d'un État espagnol plus souple, avec un modus vivendi sans indépendance. Au sein de PDCAT [parti de Puigdemont], les débats sont très tendus. Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) sera la première force lors des élections. Ils se prononcent maintenant pour un bloc républicain, pas indépendantiste, une formule très ambiguë.

Les indépendantistes se sentent trahis par le fait que les partis au pouvoir changent de discours : c'est ridicule de voir Puigdemont dire qu'il n'est plus pour l'indépendance après tout ce qui s'est passé ! ERC explique que l'affrontement n'était pas possible, qu'il fallait maintenir une action pacifique. Le camp indépendantiste est maintenant en difficulté pour avoir vendu une solution irréaliste...

Un monde à changer

LES CADEAUX DE MACRON NE SONT PAS POUR LES PAUVRES.

Stéphane Richard, le PDG d'Orange, est franc : il a annoncé qu'« à titre personnel, [la transformation de l'ISF] va réduire à peu près de moitié [sa facture] fiscale. Il économisera 125 000 euros d'impôts, soit 9 années de Smic net à temps plein.

Édouard Philippe expliquait récemment que « l'ISF provoque un appauvrissement » de la France. Une chose est sûre : sa suppression enrichira Richard et ses pairs de la « France d'en haut ».

Par contre, la situation ne s'améliore pas pour les pauvres, bien au contraire. C'est le constat fait dans deux rapports récents, du Secours catholique et de l'Observatoire des inégalités.

Selon le Secours catholique, qui a accueilli 1,5 million de personnes en 2016, la proportion des ménages sans aucune ressource en France est en augmentation, et les enfants sont désormais majoritaires chez les personnes prises en charge par l'association.

Le Secours catholique note aussi que bien des pauvres n'exercent pas leurs droits d'accès aux prestations sociales. 31% des ménages éligibles aux allocations familiales n'en touchent pas, et 23% des ménages

ayant droit ne bénéficient pas des aides au logement. Il y a également 40% de non-recours au Revenu de solidarité active (RSA) en 2016. « On dit que les pauvres profitent du système mais ils sont nombreux à ne même pas connaître leurs droits », souligne Bernard Thibaud, secrétaire général du Secours catholique. Il est vrai que les pauvres n'ont pas les moyens de s'entourer des armées de conseillers fiscaux...

Le rapport de l'Observatoire des inégalités montre que le nombre de pauvres a augmenté depuis 10 ans. La pauvreté touche aussi bien les familles où un des membres travaille que des familles d'inactifs et de chômeurEs. Une partie des chômeurEs ou inactifs sont des personnes découragées par la recherche d'un travail face aux mauvaises conditions d'emploi (précarité, bas salaires, etc.). Un grand nombre de chômeurEs, particulièrement les plus jeunes, ne disposent que de très faibles indemnités de chômage, inférieures au seuil de pauvreté. Près d'un quart des chômeurEs sont pauvres, soit trois fois plus que la moyenne de la population.

Avec Macron, plus que jamais, comme le dit le proverbe, « il pleut toujours où c'est mouillé ».

MOYEN-ORIENT Guerre froide entre l'Iran et l'Arabie saoudite

Nous l'évoquions la semaine dernière : la démission surprise du Premier ministre libanais Saad Hariri, le 4 novembre dernier, est un nouvel avatar de la lutte d'influence régionale que se livrent l'Arabie saoudite et l'Iran. Loin de retomber, les tensions se sont accrues au cours des derniers jours.

Les deux pays, qui concourent au titre de première puissance régionale, ont rompu leurs relations diplomatiques en 2016, et la situation n'a cessé de se dégrader depuis. La démission de Saad Hariri vient rappeler que le Liban est, au côté de la Syrie, de l'Irak et du Yémen, le quatrième front sur lequel se déroule aujourd'hui la lutte entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Rivalités anciennes

Les rivalités entre les deux pays sont anciennes. Après la révolution de 1979, l'Arabie saoudite s'était sentie menacée par le discours du régime iranien, alliant conservatisme religieux et hostilité farouche aux États-Unis, principal allié et soutien de Ryad, et avait appuyé le régime de Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Après un apaisement relatif au cours de la seconde moitié des années 1990, les tensions vont



reprenre après la chute de Saddam Hussein en 2003 et l'avènement d'un gouvernement irakien dirigé par des Chiites proches de l'Iran, étendant la sphère d'influence de Téhéran. Les soulèvements arabes de 2011 seront une opportunité pour les deux rivaux de modifier les rapports de forces régionaux, par des interventions dans les conflits qui se développent avec l'épuisement du processus révolutionnaire.

Polarisations régionales

Les défaites militaires de l'État islamique, dont la montée en puissance avait contribué à introduire de nouvelles polarités – et de nouvelles alliances – au niveau régional, ont remis à l'ordre du jour l'opposition directe entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Le changement d'administration aux États-Unis et l'hostilité ouverte de Trump au régime iranien, qui conduit le

président US à s'opposer à l'accord sur le nucléaire obtenu par Obama, sont en outre considérés par le royaume saoudien comme des encouragements à durcir ses positions vis-à-vis de l'Iran. Ryad a d'ailleurs félicité, début octobre, Donald Trump, publiant un communiqué affirmant que « l'Arabie saoudite soutient et salue la ferme stratégie proclamée par le président Trump à l'égard de l'Iran et de sa politique agressive ». Une déclaration quasi conforme à celle de Benjamin Netanyahu...

Les peuples pris en otage

Si les discours belliqueux de ces derniers jours ne doivent pas être pris au pied de la lettre et laisser penser que nous serions à la veille d'une conflagration régionale, force est toutefois de constater qu'une situation de guerre froide durable s'est installée. Les deux puissances interviennent militairement hors de leurs frontières pour préserver ou étendre leurs zones d'influence, s'affrontent par groupes satellites interposés, et chaque pays de la région, voire chaque force politique, est sommé de choisir son camp. Conjugée à l'instabilité régionale, cette guerre froide n'augure rien de bon pour les peuples du Moyen-Orient, otages d'un affrontement entre deux régimes réactionnaires soufflant sur les braises des affrontements confessionnels et prêts à les sacrifier pour assouvir leur soif de domination.

JS

Le chiffre

7 C'est le nombre d'élus (PC et LFI) auxquels Israël a annoncé interdire l'entrée sur son territoire alors qu'ils et elles comptaient se rendre en Israël et dans les territoires palestiniens à partir du 18 novembre. « Nous n'autoriserons pas l'accès au territoire à ceux qui appellent activement à s'en prendre à Israël », a ainsi déclaré le ministre israélien de la Sécurité publique Gilad Erdan. Il faut dire que la délégation entendait rencontrer des prisonniers politiques palestiniens, parmi lesquels Marwan Barghouti. De toute évidence, la « seule démocratie du Moyen-Orient » ne souhaite pas que certaines choses soient vues...



Agenda

Vendredi 17 novembre, centenaire de la révolution russe, Tarbes.

Réunion-débat avec Alain Krivine. À 18h, à l'hôtel Brauhauban, 47, rue Brauhauban.

Samedi 18 novembre, « Le souffle d'octobre », centenaire de la révolution russe de 1917, La Plaine Saint-Denis.

De 10h à 18h30, à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord, 20, avenue George-Sand (métro: Front-Populaire, ligne 12).

Vendredi 24 novembre, 1917-2017, l'actualité de la révolution russe, Évry.

Réunion-débat avec Olivier Besancenot. À 20h, salle de la mairie annexe, place Charles-De-Gaulle.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« Je demande que le féminisme soit remboursé par la sécu. C'est quand même une maladie grave. »

EMMANUELLE MÉNARD, députée de l'Hérault, Twitter, 8 novembre 2017.



Barcelone le 11 novembre. © FOTOMOVIMIENTO.ORG

Dans Podem, le désordre est très grand à la suite du départ de Albano Dante Fachin. Madrid a négocié directement avec Catalunya en Comú [CeC, dirigé par la maire de Barcelone Ada Colau] et imposé les candidats en passant au-dessus de l'organisation catalane. L'approche de CeC est très électoraliste, leur logique

est grosso modo de gagner la base du PS car la chute de celui-ci libère un espace pour une sociale-démocratie de gauche... L'orientation des militants d'Anticapitalistes dans Podem est de soutenir l'accord avec CeC malgré leur opposition aux méthodes autoritaires de la direction de Podemos, mais aussi

d'une ouverture vers la CUP, mais cette proposition reste très minoritaire à Podem et à Catalunya en Comú.

La CUP a modifié son projet de construction d'un groupe indépendantiste vers un bloc « rupturiste », ce qui est plutôt juste. Elle a proposé sur cette base un accord à Albano Dante Fachin pour une liste de rupture. C'est une proposition intelligente et une avancée, même si l'ouverture reste limitée à des indépendants, de petits noyaux militants, mais pas à d'autres groupes politiques organisés.

Comment voit-on la suite du mouvement? Comment poser, dans les élections et au-delà, la question de la participation des classes populaires? La campagne électorale freine de fait la dynamique pour un processus constituant. Pour l'instant, les revendications restent centrées sur les questions démocratiques. L'ANC et Omnium ont fait pression pour une

liste unitaire, mais c'est maintenant du passé car ERC et la CUP iront seules. L'ANC et Omnium sont apparus comme un soutien à Puigdemont, soutenant jusqu'au bout la liste unitaire.

Dans les CDR, la discussion ne fait que commencer. Ce cadre est plus sensible aux évolutions, aux discussions et aux expériences. Nous essayons, mais cela reste difficile, d'avancer sur les revendications sociales, car la dynamique de rejet de la répression reste l'élément central. La mobilisation continue au niveau local, des gens se mobilisent chaque jour, il y a des assemblées de débat régulières, comme pendant le mouvement des indignés.

C'est dans les CDR que se mêlent les secteurs indépendantistes, ceux hérités du 15M et les couches populaires, donc c'est là que nous intervenons principalement.

Propos recueillis, le 14 novembre, par Antoine Larrache

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉNERGIE

Hulot, en marche sur le nucléaire

Arrêt des subventions à l'agriculture bio, autorisation d'un pesticide tueur d'abeilles, report de l'interdiction du glyphosate... Hulot, bien en place au gouvernement, recule aussi sur le nucléaire.

Le ministre cite Réseau de transport d'électricité (RTE), gestionnaire du réseau électrique, qui prétend que réduire le nucléaire relancerait les centrales à charbon et à gaz, et donc augmenterait les émissions de gaz à effet de serre, pour justifier son piteux report à 2035, au lieu de 2025, de diminuer de 75 % à 50 % la part d'électricité nucléaire.

La transition énergétique attendra

Comme Royal hier, Hulot ajourne en outre la fermeture de Fessenheim. Tout ça au nom du réalisme ! Sans développer les solutions alternatives, annonçant ainsi de nouveaux reculs. Étonnant de la part d'un ministre qui n'explique pas comment alimenter les voitures électriques censées remplacer les véhicules à essence et diesel qu'il veut interdire à la vente à partir de 2040. Réaliste quand il faut se coucher devant le lobby nucléaire, mais baratinneur-menteur quand il s'agit d'enfumer les esprits. Comme hier le faible objectif fixé par Hollande et Royal de réduction de la part du nucléaire à 50 % révélait leur capacité à brasser l'air du temps, on voit clairement aujourd'hui que Macron et Hulot sont des arnaqueurs de première classe dans la lutte contre le réchauffement climatique. Comme Jadot et EÉLV, experts en reculades et couleuvres avalées.

Et pourtant... ça urge !

EDF n'a pas l'argent pour prolonger les 58 réacteurs conçus pour fonctionner 30 ans. Les quantités de déchets radioactifs qui s'amoncellent n'ont pas de solution qui préserve le présent et l'avenir. Un accident type Fukushima ou Tchernobyl peut se produire à tout moment en France. En attendant ce sont les factures qui vont exploser.

Comme l'écrit Stéphane Lhomme, porte-parole de l'Observatoire du nucléaire : « la "stratégie" des dirigeants français, politiques et industriels, est de ne rien faire pour que la seule "solution" soit de continuer dans le nucléaire, en prolongeant la durée de vie des 58 réacteurs en activité. Mais cette option, qui pourrait passer pour une habile manœuvre de l'industrie nucléaire, revient à mettre la France dans une véritable impasse énergétique car le parc nucléaire est à bout de souffle et les finances d'EDF, exsangues, ne permettent pas de le rénover et encore moins de le remplacer par des centrales neuves (ce qui est une très bonne nouvelle). Plus que jamais, l'industrie nucléaire est un véritable boulet que la France traîne de plus en plus péniblement et qui la mène dans l'impasse énergétique. Bientôt, la France sera obligée de compter sur ses voisins, en espérant qu'ils auront de l'électricité à exporter ».

Le projet des « Insoumis » se contente d'un objectif lointain de 100 % de renouvelables en 2050, ce qui n'engage pas beaucoup dans l'immédiat. Nous demandons que le scénario du NPA de sortie du nucléaire en moins de 10 ans soit étudié par les électriciens. Hulot, lui, n'est pas qualifié pour cela. **Commission nationale écologie**



« Affaire » Tariq Ramadan : la nécessité d'un mouvement féministe antiraciste

L'affaire aurait pu être relativement simple. Il aurait pu s'agir d'un nom à ajouter à la longue liste des hommes agresseurs, violeurs. À la longue liste des hommes qui détiennent un pouvoir (politique, médiatique, de classe...) et qui sont tour à tour en train de tomber.

Mais il s'agit de Tariq Ramadan, et il n'en fallait pas plus pour que la presse et certains politiciens profitent de l'occasion pour laisser libre cours à leur islamophobie. *Charlie hebdo*, Valls et les autres deviennent soudain féministes. Les femmes ont décidément bon dos.

Haro sur Mediapart

Après avoir interrogé le silence des musulmanEs, comme s'ils avaient des comptes à rendre, certains ont entrepris de dénoncer la prétendue « complicité » de celles et ceux qui auraient soutenu Tariq Ramadan. Dans une « Une » dont l'esthétique n'est pas sans rappeler celle des années 1930, *Charlie hebdo* accuse ainsi Edwy Plenel et *Mediapart* d'avoir dissimulé les actions de Tariq Ramadan.

Peu importe qu'il n'y ait aucune preuve pour affirmer cela. Peu importe que *Charlie hebdo*, à l'inverse d'Edwy Plenel, ait, à de nombreuses reprises, cautionné le sexisme et le racisme et souvent un savant mélange des deux. Manuel Valls a quant à lui accusé Edwy Plenel de complicité, assurant que lui-même aurait toujours vu la duplicité de Tariq Ramadan... Un Valls dont la « duplicité » est sans limite lorsqu'on se souvient que, lors de l'affaire DSK, il avait comme tant d'autres insisté sur la présomption d'innocence de son



« ami ». Deux poids, deux mesures donc.

Face à ces attaques, une tribune de soutien à *Mediapart* et Edwy Plenel, aujourd'hui signée par plus de 150 personnalités, est parue le 12 novembre.

Injonctions faites aux musulmanEs

Si la presse, dans son ensemble, reste mesurée à l'égard de *Mediapart*, elle ne l'est absolument pas à l'égard des musulmanEs, utilisant la même rhétorique que sur les questions de terrorisme :

#WETOGETHER

les musulmanEs devraient se « désolidariser ». Il y a une injonction à s'exprimer, en essentialisant la figure du « musulman » qui serait forcément un soutien de Ramadan. Qui plus est, et ce contrairement à ce que l'on essaye de nous faire croire, des féministes musulmanes et antiracistes se sont rapidement exprimées. Avec des mots souvent très justes, comme dans le communiqué de l'association Lallab publié le 31 octobre², titré

No comment... DR « Notre soutien aux victimes est total » : « Nous vous soutenons, nous vous croyons, et nous sommes de votre côté. Nous savons à quel point il est dur de parler ou de témoigner, d'autant plus lorsque la personne incriminée est connue, puissante, voire intouchable. Et bien sûr, nous n'oublions pas celles qui n'ont pas pu le faire. » Comme dans une tribune collective publiée quelques jours plus tard par *Le Monde*³ : « Devant une telle asymétrie des ressources et de crédibilité accordée aux uns contre les autres, nous, féministes antiracistes et musulmanes, nous

choisissons d'inverser la charge de la preuve, et de croire la parole des femmes. »

Construire une solidarité féministe, refuser les divisions

Nombreux sont ceux qui tentent de diviser les femmes entre elles et qui instrumentalisent les questions féministes pour opprimer les personnes racisées, en particulier les musulmanEs. Alors qu'il y a une libération de la parole et qu'un mouvement féministe est en train de se construire, que nous prenons conscience collectivement de l'oppression structurelle qu'est le patriarcat, nous devons refuser les pièges qui nous sont tendus. L'incapacité pour le mouvement féministe de comprendre le rôle central de l'islamophobie en France a rendu impossible, pendant des années, la construction d'un mouvement uni. Alors que nous avons actuellement une vraie chance de reconstruire un mouvement de masse auto-organisé (avec notamment de premières assemblées générales), il est plus que temps que l'ensemble des courants féministes comprennent que nous ne construisons rien si nous laissons le féminisme être instrumentalisé à des fins racistes et islamophobes. Il est plus que temps de construire une solidarité à toute épreuve. C'est seulement à cette condition que nous pourrions dire « WeToogether ».

Mimossa Effe

1 – Voir par exemple <http://www.crepegeorgette.com/2014/02/11/charlie-hebdo-1/#more-7538> et <http://www.crepegeorgette.com/2014/02/17/charlie-hebdo-2/#more-7561>.

2 – Voir sur le site de Lallab : <http://www.lallab.org/tariq-ramadan-notre-soutien-aux-victimes-est-total/>.

3 – « Affaire Tariq Ramadan : "Nous choisissons d'inverser la charge de la preuve et de croire la parole des femmes" », *Le Monde*, 8 novembre.

ÉTAT D'EXCEPTION PERMANENT

L'exécutif s'arroge les pleins pouvoirs

Les principales mesures administratives liberticides contenues dans l'état d'urgence, loi d'exception, sont aujourd'hui inscrites durablement dans la loi ordinaire, suite à la promulgation le 1^{er} novembre de la « loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ».

La quasi-totalité des associations de défense des droits dénoncent la législation la plus sécuritaire de la 5^e République, et l'ONU estime que la France devient LE modèle du tout sécuritaire européen.

Atteintes à la libre circulation

Les « périmètres de protection » remplacent les zones de protection. Décidés par les préfets seuls, s'ils estiment qu'il y a risque d'actes terroristes, ils concernent des lieux, des événements ainsi que leurs abords et accès. Certaines personnes peuvent y être interdites d'entrée. Pour celles qui y sont autorisées, elles peuvent toutes subir fouilles et palpations. La nouveauté, c'est que ces périmètres de protection peuvent être décidés pour une durée d'un mois renouvelable. On imagine l'utilisation qui peut en être faite contre toute mobilisation sociale !

L'assignation à résidence devient « l'obligation de résider dans un périmètre déterminé non inférieur à la commune pour permettre à l'intéressé de poursuivre sa vie familiale et professionnelle », renouvelable tous les trois mois dans la limite d'un an. L'obligation de pointer une fois par jour au commissariat ou à la gendarmerie est maintenue. Avec une alternative à cette contrainte :

la pose du bracelet électronique. Cette option est souvent proposée car elle coûte peu cher et habitue perniciousement les « suspects » à s'autocensurer. De plus, la surveillance des personnes sous bracelet électronique peut maintenant être déléguée à des entreprises privées.

La suspicion comme preuve

Les « visites domiciliaires et saisies » sont le nouveau nom des perquisitions de domicile, décidées de jour par les préfets seuls, de nuit avec l'accord d'un juge des libertés et de la détention (JLD). Pourront les subir toute personne, au titre de la prévention d'actes de terrorisme, sur laquelle pèse « un soupçon sérieux de commission d'acte terroriste ou de

menace grave à l'ordre public ». La police pourra saisir au domicile tout ce qui lui semblera utile. Enfin, « les lieux de culte pourront être fermés de la seule initiative des préfets sur la base de propos tenus, en raison d'idées, de théories ou d'activités provoquant à la violence, la haine, la discrimination, la commission d'actes terroristes ou qui en font l'apologie ». Sans aucune instruction

judiciaire et donc sans aucun droit à la défense ni au recours...

Menaces sur le droit d'asile

Les douaniers gradés pourront, « pour la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière, vérifier le respect, par les personnes dont la nationalité étrangère peut être déduite d'éléments objectifs extérieurs à la personne même de l'intéressé, des obligations de détention, de port et de présentation des pièces ou documents prévues à l'article L. 611-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ». Une mesure évidemment discriminatoire et raciste : quels sont les éléments « objectifs » qui permettraient de déduire une nationalité ? Sur le fond, cela revient à demander aux douaniers de vérifier que les personnes migrantes peuvent entrer sur le territoire français. Pour les refouler ? Cet article légalise à la fois ce qui se pratique déjà dans des gares près de la frontière italienne... et annonce la prochaine loi sur l'immigration.

Roseline Vachetta



TURQUIE

Pragmatisme « anti-impérialiste » et fractures dans le camp Erdogan

La nécessité d'argumenter les brusques tournants d'un régime démuni de toute boussole, et qui ne vise qu'à perpétuer son existence à n'importe quel prix, offre parfois des joyaux de pragmatisme. Ainsi les propos émis par Erdogan la semaine dernière, visant à une récupération du fondateur de la République turque : « Nous n'accepterons pas qu'un parti amorphe comme le CHP [Parti républicain du peuple, libéral] dérobe Atatürk à notre nation. Allons-nous l'abandonner au monopole des putschistes, des entourages marginaux à l'esprit fasciste et au discours marxiste ? »

Tensions diplomatiques

Principale référence historique de l'opposition laïciste-républicaine face à l'islam politique, Mustafa Kemal Atatürk ressurgit comme symbole « anti-impérialiste » dans le contexte d'un effondrement de la politique étrangère et des relations internationales cristallisés dernièrement par les tensions avec les États-Unis. Si la suspension des services de visa initiée par Washington a été un contrecoup à l'inculpation pour espionnage d'un membre du consulat américain accusé d'être lié à la confrérie Gülen, le malaise diplomatique entre les deux pays contient bien d'autres volets : livraison US d'armes aux milices kurdes de Syrie – considérées comme « terroristes » par Ankara ; refus de l'extradition de Gülen, accusé d'avoir orchestré la tentative de coup d'État de 2016 ; affaire Reza Zarrab (homme d'affaires incarcéré aux États-Unis pour violation des sanctions contre l'Iran), qui est à deux doigts d'éclabousser le clan

« En fait la Turquie pourrait être un pays assez amusant... si l'on n'était pas obligé d'y vivre » : une des nombreuses blagues reflétant à la fois la consternation et l'amusement face au niveau d'absurdité que peuvent atteindre les propos des dirigeants.



Erdogan en faisant ressurgir les accusations de corruption étouffées par ce dernier. À tout cela s'ajoute l'achat du système de défense aérienne S-400 à la Russie, démonstration de la part d'Ankara de sa capacité à agir indépendamment de l'Otan.

Erdogan fragilisé

L'agenda politique d'Erdogan est en outre focalisé sur 2019, année où auront lieu les élections régionales, législatives et présidentielle. Des échéances électorales d'autant plus critiques que les résultats du bloc pro-Erdogan, composé de l'AKP et du MHP d'extrême droite, lors du référendum d'avril 2017, ont clairement dévoilé l'affaiblissement de

celui-ci avec une chute de 10% des voix. La victoire du Non (au système présidentiel désiré par Erdogan) dans des grandes villes comme Ankara et Istanbul (à mairie AKP) et dans des circonscriptions d'Istanbul à tendance conservatrice n'a fait qu'attiser le malaise. Erdogan a prôné ainsi une réorganisation du parti avec un changement significatif de l'appareil. Pour le moment ce sont les maires, à commencer par ceux d'Ankara et d'Istanbul, qui en ont fait les frais. Ces derniers, de même que quatre autres maires, ont démissionné de leur poste sous la pression d'Erdogan et... ont été remplacés, sans élections. Mais le « Bon Parti », une nouvelle formation politique de

centre-droit, à fort accent nationaliste et conservateur, entré récemment en jeu, risque bien de changer la donne. Meral Aksener, ministre de l'Intérieur au cours des années 1990, dans une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'État turc, qui avait par la suite rejoint le MHP d'extrême droite, semble désormais en mesure de briser le pouvoir d'Erdogan.

Aksener était le dirigeant d'une opposition conséquente au sein du MHP, mais la tentative de coup d'État a été utilisée par le leader du parti, Devlet Bahçeli, pour s'inféoder à Erdogan et dénoncer l'opposition en l'accusant d'être téléguidée par Gülen, excluant Aksener et d'autres rivaux. La scission a brisé le parti, et une majorité (nationaliste mais anti-Erdogan) semble s'être ralliée à Aksener. De plus, ce parti de centre-droit possède l'avantage de pouvoir réunir tout autant les mécontents de l'AKP ne se reconnaissant plus dans le projet autocratique d'Erdogan que les franges les plus nationalistes du CHP.

Il est toutefois évident que, malgré le ras-le-bol massif de l'orientation prise par le régime Erdogan, le Bon Parti ne saurait être une alternative pour la classe ouvrière, les Kurdes, les femmes, les Alévites et tous autres secteurs opprimés, qui ne pourront compter que sur eux-mêmes et sur la convergence de leurs combats.

Uraz Aydin

AUTODÉTERMINATION

Les Kanak doivent pouvoir voter!

Dans un an doit se tenir le référendum d'autodétermination de Kanaky/Nouvelle-Calédonie. Ce territoire du Pacifique est une colonie depuis 1853, et a été réinscrit en 1986 par l'ONU sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser. Les Kanak n'ont jamais accepté la spoliation de leurs terres et la négation de leur culture.

En 1988, les accords Matignon-Oudinot mettaient fin à une nouvelle révolte écrasée dans le bain de sang d'Ouvéa, où 19 Kanak furent tués, certains exécutés alors qu'ils étaient prisonniers. Cet accord prévoyait une période de 10 ans avant la tenue d'un référendum d'autodétermination, mais en 1998 l'accord de Nouméa a repoussé l'échéance à fin 2018. L'accord a été signé par les indépendantistes du FLNKS¹ et les loyalistes du RPCR². L'État est le troisième partenaire, censé accompagner la mise en place des conditions d'une possible indépendance et veiller à l'application de l'accord.

22780 Kanak absents des registres électoraux

Les Kanak sont devenus minoritaires sur leur territoire au début du 20^e siècle. 80% de la population a disparu suite aux massacres et à la spoliation de leurs terres, qui a entraîné une sous-nutrition et rendu mortelles les maladies importées par les colons. Depuis, ils sont maintenus en minorité par une immigration de peuplement, théorisée en 1972 par Messmer, Premier ministre : « À long terme la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. » L'accord de Nouméa prévoit que le corps électoral du référendum est restreint, avec seulement les personnes arrivées avant 1998 et ayant 20 ans de résidence continue, et les jeunes nés sur le territoire et résidant depuis 10 ans. Depuis plus d'un an les indépendantistes alertent l'État sur l'absence de nombreux Kanak de la liste référendaire. À l'approche de l'échéance, la liste actuelle fausse ainsi complètement l'issue du scrutin : 22780 Kanak, sur 90740 en âge de voter, ne figurent pas sur les registres électoraux. Le comité spécial de décolonisation de l'ONU a jugé en juin « indispensable l'établissement de listes électorales crédibles et transparentes en Nouvelle-Calédonie ». En termes moins diplomatiques : la liste n'est pas crédible.

La pression monte

Sous la pression du Rassemblement des indépendantistes et des nationalistes (RIN), le comité des signataires chargé du suivi de l'accord de Nouméa vient d'admettre la nécessité d'inscrire sur la liste électorale 7000 Kanak relevant du droit civil coutumier, personnes anciennement régies par le code de l'indigénat et leurs descendants. 10000 autres Kanak relevant normalement du même droit, la sincérité du scrutin est encore loin d'être assurée même si le gouvernement a accepté que la révision des listes électorales soit repoussée au-delà du 31 décembre 2017 et que des observateurs de l'ONU supervisent le scrutin.

La mobilisation des indépendantistes va se poursuivre pour l'inscription de tous les Kanak, sur la question qui va être posée à l'occasion du référendum et sur le projet de société. Les partis indépendantistes en discutent pour l'instant chacun de leur côté, mais il serait nécessaire d'avoir rapidement une position ferme et unitaire face au gouvernement et aux colonialistes.

Ceux-ci se mettent en ordre de bataille. La venue prochaine de Manuel Valls à la tête d'une mission parlementaire pour discuter de la question fait partie de ce dispositif. Quand il était Premier ministre, il a fait traîner le transfert des compétences prévu par l'accord de Nouméa et n'a rien fait pour organiser l'inscription des Kanak sur la liste référendaire. Il n'a jamais caché son souhait de maintenir la Nouvelle-Calédonie dans la France.

L'information et le soutien à la lutte légitime du peuple kanak doivent se développer.

Bernard Alleton

1 – Front de libération national kanak socialiste.

2 – Nom donné aux anti-indépendantistes, affiliés à l'époque au RPR.

IRAN Rohani le « modéré » s'acharne contre les syndicalistes

En Iran, de nombreux syndicalistes ont récemment été jetés en prison, parmi lesquels Reza Shahabi et Davood Razavi.



Reza Shahabi, DR

Reza Shahabi, du syndicat VAHED (autobus de la région de Téhéran), avait obtenu une liberté conditionnelle pour raison médicale suite à des campagnes internationales de soutien, mais sa peine vient d'être augmentée de cinq ans. Mahmood Saléhi a quant à lui été arrêté à la sortie de l'hôpital après une séance de dialyse... Davood Razavi, du syndicat VAHED (licencié depuis plusieurs années pour activités syndicales), et Ali Néjati, du syndicat de la sucrerie Haft-Tapeh, sont de leur côté appelés à se constituer prisonniers.

Ultralibéralisme et corruption

Même pendant la présidence d'Ahmadinejad, on n'avait pas vu une telle répression systématique des militants ouvriers. Cela pourrait paraître paradoxal, tant

les médias avaient parlé d'une défaite de l'adversaire « ultra conservateur » de Rohani lors de l'élection présidentielle de 2013. Mais toutes les factions qui se succèdent au pouvoir sont composées de néolibéraux, admirateurs des « miracles économiques » du type Pinochet au Chili, ou du pouvoir chinois. Elles respectent toutes strictement les dogmes du FMI et de la Banque mondiale, et cherchent par tous les moyens à obtenir leur admission au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Les conséquences sociales de ces politiques sont catastrophiques, avec notamment une révision à la baisse du code du travail et une nouvelle loi sur l'apprentissage. Celle-ci livre les jeunes sur un plateau d'argent pour deux ou trois ans au patronat : salaire inférieur de 70% à celui des salariés en fonction, absence de sécurité sociale sauf pour « certains » accidents du travail, etc.

Au même moment s'étale au grand jour l'ampleur de la corruption existant dans les cercles participant du pouvoir : détournement de sommes astronomiques, accaparement d'avoires et de terres appartenant à l'État, salaires de milliardaires versés à des responsables gouvernementaux, etc.

Fuite en avant répressive

Les sanctions étatsuniennes actuelles ont par ailleurs bloqué le redécoupage économique promis par le président Rohani : le chômage augmente, la production industrielle est dans un état critique et l'inflation réelle grimpe vertigineusement. Aujourd'hui, la classe ouvrière est dans une situation matérielle catastrophique : selon

les chiffres officiels, plus de 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Face à cela, les travailleurEs iraniens ne restent pas les bras croisés. De nombreuses grèves ont lieu – malgré leur interdiction formelle par la loi islamique en vigueur – ainsi que des occupations d'usines. Les sit-in et les manifestations n'ont jamais été aussi nombreux, notamment devant l'Assemblée islamique ou les préfectures. Quant aux couches moyennes urbaines qui avaient soutenu activement Rohani, elles se prolétarisent de jour en jour. Le régime n'a jamais été aussi délégitimé et sa base sociale aussi étroite.

La situation catastrophique de l'économie et la vague actuelle de répression sont également liées au rôle de grande puissance régionale que veut jouer l'Iran. Il apporte un soutien économique considérable au régime sanguinaire de Bachar el-Assad. Sur le plan militaire, il intervient directement en Syrie ainsi que par le biais du Hezbollah libanais. Le régime a par ailleurs formé des brigades chiites en Irak, et est impliqué dans le conflit au Yémen. Le gouvernement Rohani ne recherche aucun « compromis social » et veut en finir avec la contestation ouvrière. Sa fuite en avant répressive rend nécessaire une campagne de solidarité dans le monde entier.

Behrouz Farahany

DIALOGUE SOCIAL OU POLITIQUE D'AFFRONTEMENT DE CLASSE ?

Depuis des dizaines d'années, les directions syndicales justifient leur politique de collaboration de classe, y compris quand la mobilisation des salariéEs et de la jeunesse offre la possibilité de faire reculer le gouvernement. Aucune ne veut aller à l'affrontement avec le gouvernement, qui organise le « dialogue social » à son profit et s'en sert pour désarmer les travailleurEs.

En 2003, avec des millions de salariéEs en grève, les directions participaient à la concertation de Fillon sur les retraites. Lors de la réforme El Khomri, puis avec la loi travail XXL et les ordonnances Macron, les directions syndicales ont repris le chemin de Matignon.

Tergiversations des directions, pressions de la base

En 2016, la direction de FO avait appelé à la mobilisation contre la loi El Khomri avec la CGT, Solidaires et la FSU. Cette fois, elle ne s'est pas jointe aux mobilisations de la rentrée. Pendant l'été, Mailly justifiait son attentisme en déclarant : « s'il [Macron] persiste dans l'idée de faire des ordonnances au mois de juillet, ça veut dire qu'il va balayer le dialogue social et la concertation : il y aura problème d'une manière ou d'une autre, donc on attend de voir ». À la CGT, Martinez, fidèle à la ligne « de Bernard Thibault et de Louis Viannet, à savoir celle d'un

syndicat qui conteste et qui négocie aussi », se prêtait également à la mascarade de concertation orchestrée par le gouvernement, avant d'être contraint par sa base à appeler à la journée du 12 septembre. La réussite des mobilisations du 12 et du 21, celle du 28 des retraités, puis du 10 octobre dans la fonction publique, a montré la profonde colère du monde du travail et de la jeunesse. Non seulement la loi travail était contestée, mais bien d'autres mesures : suppression des emplois aidés, baisses des APL, augmentation de la CSG... Les principales directions syndicales sont quand même retournées mi-octobre négocier la suite : les attaques sur l'assurance chômage et la formation professionnelle.

Un affrontement d'ampleur à construire

Malgré tout, poussées par une partie de leur base militante, les directions syndicales CGT, FO et Solidaires ont fait le choix d'une

nouvelle journée de mobilisation le 16 novembre, à la veille du vote des ordonnances. Mailly, désavoué lors des précédentes journées par de nombreuses équipes militantes rejetant ce pseudo-dialogue n'aboutissant qu'à des reculs, s'est rallié à l'appel de la CGT. Pour les salariéEs, les retraités, les chômeurEs et la jeunesse, la seule issue est de construire un mouvement sur le terrain de la lutte de classe. Cela signifie prendre la mesure de l'affrontement à construire contre le gouvernement et le patronat. Au travers de la politisation qui s'opère lors des mobilisations, il s'agit de défendre, dans les syndicats et les collectifs de lutte, une politique pour la convergence des luttes, sur un terrain de classe, qui rompe avec le dialogue social et les institutions, pour préparer l'intervention directe des salariéEs et de la jeunesse sur le terrain politique, pour leur propre compte.

Christine Héraud
et Isabelle Larroquet

FONCTION PUBLIQUE : CHANGER DE STRATÉGIE

Le 10 octobre dernier, les neuf organisations syndicales de la fonction publique ont appelé l'ensemble des agentEs à se mobiliser, se mettre en grève. Après cette journée plutôt réussie, elles ont décidé de boycotter le Conseil commun de la fonction publique. Elles sont certes restées unies, mais cette action est très loin des enjeux du moment.

La fonction publique et ses agentEs sont dans la ligne de mire du gouvernement. Les attaques se multiplient : hausse de la CSG, gel du point d'indice, rétablissement de la journée de carence et mise en place de la rémunération au mérite. S'ajoutent les attaques qui, au quotidien, détériorent encore et toujours plus les conditions de travail des personnels.

Face à ces contre-réformes, la mobilisation a débuté par une grève et une participation massive aux manifestations le 10 octobre. Suite à cette journée, la CGT, la CFDT, FO, l'UNSA, la FSU, Solidaires, la CFTC, la CGC et la FA FP ont « acté la poursuite de la mobilisation unitaire » et décidé de boycotter la réunion du Conseil commun de la fonction publique du 6 novembre que devait présider le ministre des Comptes publics, Darmanin, en charge des fonctionnaires. Après la journée de grève, les organisations syndicales avaient appelé à un rassemblement militant devant Bercy mais, sans surprise, cette journée passée totalement inaperçue chez les agentEs n'aura eu aucune influence sur les décisions du gouvernement. Darmanin est resté droit dans ses bottes sur l'ensemble des questions, le 8 novembre dernier, lors du Conseil supérieur de la fonction publique. Face à cette attitude, les organisations syndicales ont décidé de se revoir le 28 novembre prochain pour décider d'une nouvelle journée de mobilisation.



Lors de la manifestation de la fonction publique le 10 octobre. PHOTO:THÈQUE ROUGE/MILO

Tergiversations face à un gouvernement de combat

Si la mobilisation du 10 octobre a permis quelques améliorations sur la CSG, avec une seconde revalorisation de l'indemnité de compensation qui concernerait aussi les nouveaux agents, « les avancées sont bien maigres », a reconnu Mylène Jacquot, de la CFDT, dans l'*Humanité* du 7 novembre. Pour Bernadette Groison de la FSU, « le gel de la revalorisation des carrières (PPCR) signée avec l'ancien gouvernement est pour nous un gros sujet de fâcherie. Déjà trop étalé dans le temps, il est maintenant reporté. Le gouvernement n'améliore pas le pouvoir d'achat des agents mais le dégrade. » Pour Luc Farré de l'Unsa, « il y a rupture de la parole d'État... Jusque-là, les décisions étaient toujours appliquées. Maintenant, nous n'avons plus confiance. C'est une erreur politique, qui augure mal d'un accord éventuel. » Darmanin et le gouvernement affirment tenir compte du « dialogue

social », mais ne bougent pas malgré les mobilisations. Le Premier ministre a même choisi de créer un comité « action publique 2022 » pour « moderniser » la fonction publique... sans les syndicats. L'objectif est de revoir les missions de l'État, en envisageant de les confier en partie au secteur privé ou de les abandonner. Une audition d'une heure (!) a été proposée aux organisations, à laquelle Solidaires et la CGT ont décidé de ne pas participer. La feuille de route annoncée a de quoi inquiéter, avec en ligne de mire les « promesses » électorales de Macron : supprimer 120 000 postes, répartis entre la fonction publique territoriale (70 000) et la fonction publique d'État (50 000). Face à un gouvernement de combat, la stratégie des organisations rend difficile une mobilisation convergente et importante. La journée du 10 octobre méritait mieux. Et face à ce gouvernement, il est urgent de le combattre réellement. **Joséphine Simphon**

La journée intersyndicale de grève et de manifestation du 16 novembre pourrait marquer un palier dans la mobilisation contre les ordonnances Macron et l'ensemble des contre-réformes gouvernementales. L'ampleur des attaques place le mouvement syndical devant une alternative redoutable : s'intégrer davantage ou être aussi fidèle aux intérêts des travailleurEs que le MEDEF et le gouvernement le sont à ceux des possédants. Des résistances existent souvent à la marge du mouvement syndical, mais c'est bien le cœur de ce qui est toujours au centre des outils de résistance que nous aborderons, ainsi que certains débats que ce dossier a pour objet d'alimenter.

À LA DES

FEMMES, LGBTI : PAS LE GENRE DES SYNDICATS ?

Les choses ont changé mais le combat féministe reste encore trop peu pris en charge. Quant à la lutte pour les droits des LGBTI, c'est encore du domaine du balbutiement...

Précaires, surexploitées, harcelées...

Parce qu'elles sont des femmes, les travailleuses sont surexploitées et victimes de discriminations spécifiques, de harcèlement voire de violences. Cela nécessite une action syndicale à la fois sur des thèmes traditionnels (salaires, conditions de travail...), mais avec une dimension spécifique, et sur des thèmes qui ne concernent que les femmes (harcèlement sexuel, violences, déroulement de carrière...). Le but est double : combattre l'oppression des femmes (et gagner celles-ci à l'action syndicale) mais aussi les divisions de la classe ouvrière qui tirent les conditions de travail de touTEs vers le bas. Sur les revendications traditionnelles, la loi a évolué même si elle reste très insuffisante voire inopérante, et que la réforme Macron va engendrer une régression notable. Mais faute de mobilisations spécifiques, l'action syndicale se cantonne souvent au juridique. Notons que ces dernières années ont vu des mobilisations victorieuses de femmes très précaires, souvent d'origine immigrée, dans

Poussée par la vague féministe des années 1970, la CFDT avait été à l'avant-garde dans le domaine des droits des femmes, les autres organisations syndicales restant très en retard.

des secteurs hyper-féminisés (ménage, salons de beauté...).

LGBTI invisibles...

Si les blagues sexistes commencent à devenir contestables, les blagues LGBTIphobes restent de mise dans la plupart des milieux professionnels. Traiter son chef « d'enculé » est l'insulte de base... c'est dire si le combat pour l'égalité des droits en est à ses balbutiements, les secteurs à majorité masculine étant souvent caricaturaux de ce point de vue. Contrairement aux discriminations sexistes qui faisaient jusqu'à présent l'objet d'obligations légales du type « publication d'un état des lieux annuel assorti d'un plan d'action », la législation du travail concernant les discriminations LGBTIphobe est quasi inexistante. Quant à l'action syndicale, elle reste cantonnée au niveau des structures confédérales et ne redescend qu'exceptionnellement au niveau du travail syndical de base.

Une prise en charge inégale par les structures syndicales

On n'est pas surpris que Solidaires soit en avance sur ces

thèmes : parité dans les instances, publications spécifiques et régulières, commissions aussi bien sur les questions femmes que de genre et de sexualités... Du côté de la CGT, les choses ont beaucoup progressé ces dernières années. La parité dans les instances est également de mise (ce qui n'est le cas ni à la CFDT ni à la FSU). Des collectifs existent aussi bien sur les questions femmes que de lutte contre l'homophobie, avec du matériel spécifique. Mais si la lutte contre le sexisme a pris de l'ampleur, notamment sous la pression d'une nouvelle génération militante, celle contre les discriminations LGBTIphobes rencontre des résistances plus difficiles à abattre. La lutte contre le sexisme en interne de la CGT est également prise en charge depuis peu, avec toutes les difficultés liées à ce genre de problématique. Les militantEs convaincus sur ces questions ont une responsabilité à les porter et à les prendre en charge au sein des organisations syndicales. Ce sont des luttes du quotidien, difficiles mais avec une dimension subversive extraordinaire. **Elsa Collonges**

SYNDICALISME:**MACRON CROISÉE CHEMINS****QUELLE(S) OPPOSITION(S) SYNDICALE(S) ?**

Après avoir éparpillé, suite à son accession au pouvoir, les formations politiques traditionnelles façon puzzle, il était logique que, via sa « réforme » emblématique du code du travail, Macron fasse de même avec les organisations syndicales, fort de son dessein de transformation du pays et de domination sans partage.

Les confédérations, en participant toutes à la concertation initiée dès juin dernier, ont contribué à désarmer leur base qui s'est retrouvée fort dépourvue une fois la bise des ordonnances venue. Les militantEs, quelle que soit leur orientation, ont bien perçu le danger mortel : faire en sorte que ce que les patrons ne respectaient pas, au risque d'être sanctionnés, ait désormais force de loi.

C'est du côté des syndicats dits réformistes que le trouble est le plus perceptible, à commencer par la CFDT, pourtant forte de sa première place dans le secteur privé depuis mars dernier : la fête organisée avec 10 000 adhérentEs en octobre a été gâchée, et a donné lieu à une libération inédite de la parole dans une centrale au corpus idéologique plus que normalisé depuis 2003. À défaut de mobiliser ses troupes, Laurent Berger est bien obligé de résumer les ordonnances à « un classicisme froid, techno et triste » et d'annoncer d'ores et déjà sa candidature en vue du congrès de l'organisation prévu en juin 2018.

La fronde a été encore plus spectaculaire à FO, où Jean-Claude Mailly, après avoir vanté les pseudo-négociations et, en particulier, le renforcement des prérogatives des branches là où leur rôle est purement et simplement



annihilé, s'est vu mettre en minorité par le parlement de sa centrale, et contraint d'appeler à la mobilisation du 16 novembre.

Et du côté de ceux qui luttent ?

À la CGT, c'est le délitement qui prévaut : les secteurs où la centrale de Montreuil pèse, les routiers puis les dockers, suivis de la construction et de la pétrochimie, négocient les uns après les autres la sanctuarisation de leur régime conventionnel, ce qui illustre la défiance vis-à-vis de la stratégie de journées saute-mouton mise en œuvre par Philippe Martinez. À Solidaires, le débat se cristallise lui sur l'implication ou non dans le Front social, dont l'appel à

participer à la marche nationale sur l'Élysée du 18 novembre a finalement été rejoint.

Et si la solution, pour cesser d'être dos au mur, c'était d'être aussi radical que l'est Macron ? Mieux vaut s'unir sur un projet de transformation sociale plutôt que de miser sur un improbable repli dans les entreprises, là où l'application de la loi travail XXL va tout cristalliser, voire sur le corporatisme, qui va bon train de la CGC à la FSU, et reprendre le débat sur la réunification syndicale alors que les recompositions sur le terrain, dictées en premier lieu par la mise en place du comité social et économique, vont s'accélérer. LD

LES REPRÉSENTATIONS DU PERSONNEL APRÈS LES ORDONNANCES

Les institutions représentatives du personnel (IRP), c'est-à-dire les délégués du personnel (DP), les comités d'entreprise (CE) et le comité d'hygiène et sécurité et conditions de travail (CHSCT) sont des éléments essentiels de l'action des organisations syndicales dans les entreprises.

La spécificité des IRP françaises repose sur le fait qu'elles ont été mises en place dans des situations de rapport de forces plutôt favorable aux travailleurEs. Les déléguéEs du personnel dans la foulée des grèves de juin 1936, les comités d'entreprise comme concession aux forces politiques et syndicales de gauche au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et les CHSCT suite à la victoire électorale de la gauche en 1981.

Une institutionnalisation...

Les DP et le CE ont, au fil des années, perdu l'essentiel de leur dimension de contestation de l'ordre patronal. Il se sont le plus souvent empêtrés dans les routines et le système technocratique, tant dans la vie quotidienne des entreprises que dans les batailles sur les fermetures d'entreprises et les licenciements. Ces instances sont perçues par une majorité de salariéEs comme des enjeux de rapport de forces entre syndicats, et l'activité la plus visible des CE concerne des œuvres sociales qui elles aussi ont perdu beaucoup de leurs aspects contestataires. Les CHSCT, malgré les tentatives



d'intégration comme caution aux politiques patronales en matière de santé et de sécurité sont devenus, dans les faits, l'instance la plus gênante pour le patronat.

... jugée insuffisante

Mais tout ceci est encore trop gênant pour le patronat et, surtout, ne correspond pas aux exigences de l'heure. La crise économique permanente, essence même du système capitaliste, impose d'affaiblir toujours davantage les droits des salariéEs, à l'image de ce qu'ont réussi les bourgeoisies britannique, allemande, italienne, étatsunienne, dans la logique Thatcher-Reagan. La limitation maximum des droits et des recours dans les procédures de licenciement, ainsi que la réduction des prérogatives des

IRP, sont au cœur des ordonnances du gouvernement Macron.

Dans ce cadre les organisations syndicales sont placées devant un choix essentiel :

– S'intégrer davantage dans le cadre de comités sociaux économiques (CSE), vers toujours plus de caution des politiques patronales, avec des prérogatives très largement augmentées dans le cadre de l'inversion de la hiérarchie des normes. Une voie étroite, car il n'est même pas évident que le patronat français, notamment du fait de la « crise » et des imbrications internationales des activités économiques, souhaite ou puisse jouer cette carte. – L'autre voie est celle de l'affirmation d'un syndicalisme de classe, c'est-à-dire qui refuse de s'inscrire dans la logique du dialogue social, mais aussi démocratique car cette dimension est plus que jamais nécessaire pour asseoir les mobilisations sur les revendications des salariéEs. Une voie étroite aussi, car la répression patronale et gouvernementale pourrait bien s'amplifier avec la précarisation des représentantEs du personnel combattif dans le cadre des nouvelles IRP.

Robert Pelletier

FRONT SOCIAL: S'UNIR POUR NE PLUS SUBIR

Le Front social c'est d'abord et avant tout le regroupement de militantEs syndicalistes, associatifs, politiques, de fronts et de collectifs de lutte ayant réussi à dépasser les sectarismes de boutique, convaincus par l'expérience de construire la grève générale et prêts à en découdre avec l'État et son appareil répressif.

L'élément fédérateur fut la mobilisation contre la loi El Khomri et ses 16 journées de grève étalées sur 5 mois, avec le constat d'un gâchis au regard de la détermination affirmée de milliers de salariéEs et de jeunes, cette « avant-garde large » qui s'est retrouvée à maintes reprises entre avril et septembre 2016.

Deux principes indissociables

Ce constat est entré en écho avec l'appel de Mickaël Wamen, CGT Goodyear qui, lors d'un rassemblement à Paris en février 2016, énonça ce que beaucoup d'entre nous mettions dans nos discours et nos réflexions depuis des années :

nous ne sommes pas démobilisés ni défaites mais éparpillés aux quatre vents de la stratégie de défaite des directions syndicales, ce qu'il nous faut c'est nous retrouver « tous ensemble, le même jour, au même endroit, à la même heure et pour la même cause ! »

En 2017, alors que le dialogue social et la stratégie de collaboration de classe continuent de faire recette avec les dirigeants syndicaux qui se mettent autour de la table des renoncements sociaux dès que Macron et ses sbires les sifflent, le Front social propose d'agir autour de deux principes indissociables : il n'y a pas d'atonie de notre camp social, mais chacun de ses combats est atomisé, dispersé, isolé, donc ce qu'il nous faut c'est « s'unir pour ne plus subir ». Et seule la paralysie des moyens de production, de transport, d'énergie, autrement dit, seule la grève générale, reconductible, nous permettra de gagner, d'inverser le rapport de forces, car c'est cela qui fait peur aux exploités.

Succès militants

Aujourd'hui, le Front social est un outil précieux qui a déjà exercé,

à une échelle large, une pression ou une influence sur les appareils, les militantEs ouvriers, les syndicalistes et une partie de la jeunesse qui s'est mobilisée pendant le mouvement contre la loi El Khomri. Les manifestations des 22 avril, 8 mai, 19 juin et 4 juillet 2017 ont été des succès militants dont l'impact a largement débordé les milliers de personnes qui y ont participé. Et c'est pour continuer à ne pas attendre la Saint-Glinglin pour donner de la voix, que le Front social a proposé de continuer après la grève interprofessionnelle du 16 novembre, en marchant toutes et tous vers l'Élysée le samedi 18 novembre, pour aller dire deux mots à Macron et foutre le bordel au pied du « château ». Le Front social s'est adressé à toutes les organisations du mouvement ouvrier afin que cette manifestation soit la plus massive possible. Le Front social est devenu un fait politique, qui dépasse très largement ceux qui l'ont lancé, un outil d'unité d'action que les militantEs révolutionnaires doivent construire et amplifier.

Denise Sarraute



DÉCHETS NUCLÉAIRES

Énième épisode répressif à Bure



Le 12 septembre dernier à Bar-le-Duc (Meuse), Jean-Pierre Simon, un petit paysan du secteur, a été jugé pour avoir aidé les opposantEs au projet d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure.

Son crime ? Avoir mis à disposition des résistantEs son tracteur et sa remorque, ce qui aurait favorisé l'occupation du Bois Lejuc, illégalement accaparé et défriché par l'ANDRA (Agence nationale de gestion des déchets radioactifs).

Populations rurales visées

Dans son réquisitoire, le procureur l'a accusé d'être « coupable du choix de ses alliances et convictions » et a requis 3 mois de prison avec sursis. On croit rêver mais c'est hélas la réalité de la justice bourgeoise.

Déjà durement touché par le projet de Bure, qui a grandement mis en péril sa ferme, Jean-Pierre Simon a malgré tout continué la lutte. La « justice » a voulu le soumettre en séquestrant son tracteur et sa bétailière pendant plus de quinze mois, comme « pièce à conviction », cherchant également à dissuader d'autres paysans de rejoindre les rangs de l'opposition et à museler la lutte.

En installant un climat de tension et une présence policière permanente sur le territoire de Bure et ses environs, les pouvoirs publics cherchent à provoquer et à viser les populations installées dans les villages et qui gênent, par leur présence et par leurs activités rurales ou militantes, l'avancement du projet Cigéo.

Jean-Pierre Simon a finalement été condamné à 2 mois de prison avec sursis fin octobre et son matériel va enfin lui être rendu. Nullement abattu, il a annoncé qu'il continuerait à se battre contre l'enfouissement.

Un bel exemple pour tous les militantEs et un réel encouragement pour les « chouettes et hiboux » comme ils et elles se nomment eux-mêmes, qui continuent à occuper la forêt et s'apprentent à y passer un nouvel hiver dans des conditions spartiates.

Commission nationale écologie

Pour les soutenir : <https://vmc.camp/2016/11/01/soutien-financier-antirep/>

CARHAIX Synutra : les grands départs

Impossible pour qui passe à proximité de Carhaix de la rater, tant elle est visible à des kilomètres à la ronde. Initialisée en 2013, inaugurée en grande pompe fin septembre 2016, avec feu d'artifice diurne, le tout à grands renforts de communication des élus locaux, Synutra, la plus grande usine de poudre de lait infantile en Europe, peine à démarrer.



On l'annonçait comme le poumon de l'emploi en Centre Bretagne, mais un an plus tard la réalité est tout autre : en 2017 il y a eu, tous secteurs, tous niveaux hiérarchiques et tous motifs confondus, 70 départs. Le quatrième DRH depuis le début du recrutement du personnel vient de faire son arrivée. Ironie de l'histoire : Synutra signifie « le grand départ ».

Climat social délétère

Les raisons : un climat social délétère, un management basé sur la peur et la délation, du personnel intérimaire majoritairement, jetable comme des mouchoirs en papier, sans explication, sans motif hormis un délit de sale tête, aussitôt remplacé par d'autres intérimaires, des licenciements, des cadres en burn-out... Les salariéEs se rendent au travail la peur au ventre. Un délégué du personnel dont la procédure de licenciement est refusée par l'inspecteur du travail est parti peu après par une rupture conventionnelle : sous quelle pression ?

Pauses cigarettes interdites, pour les arrêts pipi il faut traverser toute l'usine car certains sanitaires ont été fermés, pression permanente pour dénoncer les autres salariéEs qui ne seraient pas assez productifs... Et pendant ce temps des offres d'emplois sont publiées sur des sites en Espagne. L'usine de Carhaix, c'est aussi un syndicat CGT élu avec un score digne du comité central du PC chinois, 96 % des suffrages, et de fait seule organisation syndicale représentée qui, dans un premier temps ne réagit pas aux plaintes, aux craintes et au désarroi des salariéEs, qui se sont alors tournés vers la seule vraie force de gauche implantée localement : le NPA. Deux communiqués à la presse et les langues ont commencé à se délier, la CGT se retranchant derrière un : « nous réglons ça en interne ».

Silence des élus locaux

Suite à ces révélations l'inspection du travail est intervenue sur le site le 18 octobre, et à la même période la direction de l'usine a réuni les salariés pour



Lors de l'inauguration en grande pompe de l'usine Synutra à Carhaix, le 28 septembre 2016. DR

leur dire : « Soyez fiers de ce que vous avez fait depuis un an », les encourageant à le dire sur les réseaux sociaux.

Après de nouvelles publications dans la presse locale, la CGT rompt le silence, et l'on apprend que les ordonnances Macron étaient appliquées avant l'heure avec une délégation unique du personnel. La CGT reconnaît que tout ce qui a été relaté dans la presse est le quotidien des travailleurEs, qu'ils sont des représentants du personnel avec pas ou peu d'expérience... L'UL CGT semble depuis reprendre les choses en main, avec distributions de tracts aux salariéEs devant l'entreprise, réunions afin de faire le point des griefs en vue d'un CHSCT

extraordinaire programmé le 23 novembre.

Quant aux élus locaux, silence radio du maire, président de la communauté de communes et conseiller départemental, Christian Troadec, qui pourtant fut le grand promoteur de l'usine. Pas un mot de la part du député macroniste, ex-PS, Richard Ferrand, hormis pour dire qu'un politique n'a pas à s'immiscer dans le fonctionnement d'une entreprise – sauf pour casser le code du travail. Pourtant ce sont bien ces deux-là qui ont vendu Synutra comme un nouvel eldorado, le rêve armoricain... Les salariéEs ont bien compris vers qui se tourner pour défendre leurs intérêts, et bien entendu le NPA a répondu présent.

Correspondant NPA Kreiz Breizh

CORSE Hôpital de Bastia : des militantes de la CGT en grève de la faim

Depuis le 30 octobre, trois responsables de la CGT de l'hôpital de Bastia sont en grève de la faim. Le syndicat majoritaire au sein de l'établissement entend dénoncer des suppressions de postes et une pénurie qui touche aussi bien le matériel que les médicaments.

Un plan de financement de travaux de modernisation, annoncé depuis vingt ans et toujours en attente de réalisation, est exigé. Selon la CGT ce plan doit être financé à 100 %.

Déficit de 50 millions d'euros

À cette première revendication s'ajoute la demande de déblocage d'une enveloppe de 15 millions d'euros afin de répondre dans l'urgence aux besoins de trésorerie. Le syndicat affirme que, faute de paiement des factures en



cours, les fournisseurs se refusent aux livraisons de matériel et de médicaments.

Est également demandée l'intervention de l'État pour la prise en charge du déficit

qui s'élève à 50 millions d'euros.

Dans un récent communiqué, deux syndicats réunis à l'occasion (STC et FO), s'interrogent sur l'absence d'un front unitaire tout en s'accordant à reconnaître le bien-fondé des revendications de la section CGT. Les grévistes de la faim ont reçu le soutien du président nationaliste de l'Assemblée de Corse, ainsi que celui des formations qui composent l'actuelle majorité régionale. Cependant le président de l'exécutif souhaite que la problématique du financement des établissements publics de santé de Corse fasse l'objet d'une étude globale puis d'un plus large consensus afin d'exiger du gouvernement le déblocage de dotations pour répondre aux besoins de santé.

Correspondant

UNIVERSITÉ De nouveaux reculs pour

La réforme présentée par le gouvernement au début du mois, et qui sera discutée en conseil des ministres le 22 novembre, a d'ores et déjà beaucoup fait parler d'elle : entre les « fiches avenir » qui vont permettre aux lycées de donner leur avis sur les souhaits des élèves pour leur orientation, une sélection à l'entrée de l'université qui ne dit pas son nom, c'est bien un saut qualitatif dans les contre-réformes de l'université française que le gouvernement veut faire passer, y compris dans le domaine de la santé.

Tout d'abord, le projet de loi, paru dans la presse, acte des reculs dans la médecine préventive : auparavant, dans l'enseignement supérieur, le ministère de l'ESR,

conjointement avec le ministère de la Santé, devait organiser des visites médicales et des dépistages obligatoires pour les étudiantEs. Dans le projet gouvernemental, c'est tout l'aspect de

RUTHÉNIUM 106 Il faut protéger les riverainEs et les travailleurEs concernés!

Fin septembre-début octobre 2017, du ruthénium 106, un élément radioactif artificiel, était détecté dans l'air de plusieurs pays européens, sans que l'origine du rejet soit identifiée.

Plus d'un mois après, on n'en sait guère plus. Selon une modélisation de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), entre 100 et 300 térabecquerels auraient été rejetés depuis une zone située entre la Volga et l'Oural.

Dormez, braves gens...

Mais pas de quoi s'inquiéter pour nos autorités : selon l'Autorité de sûreté nucléaire, les teneurs observées « en France et dans les autres pays européens sont sans conséquences pour la santé et l'environnement et n'ont donc nécessité aucune mesure de protection des populations vis-à-vis du risque d'inhalation ». Notre prétendu « gendarme du nucléaire » reconnaît que la contamination des denrées alimentaires pourrait avoir dépassé les seuils réglementaires européens « dans un rayon de l'ordre de quelques dizaines de kilomètres autour du point d'origine du rejet » mais que, compte tenu du faible transfert du ruthénium dans la chaîne alimentaire, « il n'y a pas de risque identifié pour les consommateurs en France ».

La solidarité officielle s'arrête donc aux frontières de l'Europe : pas un mot vis-à-vis du risque pour les populations riveraines du lieu du rejet, sans parler des travailleurEs de l'installation à l'origine du rejet!

Pourtant, comme le souligne la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD), la quantité rejetée est colossale : 300 térabecquerels est un chiffre « 375 000 fois supérieur au rejet annuel maximal autorisé de la centrale nucléaire de Cruas ». C'est pourquoi la CRIIRAD recommande de « mobiliser tous les moyens des États européens [...] pour déterminer précisément l'origine des rejets et peser pour que les populations proches bénéficient de mesures de protection (même si elles sont tardives) ».

Une raison supplémentaire d'en finir avec le nucléaire

Selon l'hypothèse la plus probable, le ruthénium 106 pourrait provenir du site russe de Mayak, qui n'en est pas à sa première catastrophe. En septembre 1957, l'explosion de cuves de déchets radioactifs a entraîné un rejet massif de radioactivité et une exposition de 272 000 personnes sur 20 000 km². La catastrophe n'avait été révélée au public que près de 20 ans plus tard. Par ailleurs, de 1948 à 1956, des liquides radioactifs ont été déversés dans la rivière Techa ; en 1967, 20 000 milliards de becquerels de



poussières radioactives ont été dispersées par les vents suite à un assèchement partiel du lac Karatchaï.

Le rejet massif de ruthénium 106 doit-il s'ajouter à la longue liste des catastrophes survenues à Mayak ? Il est urgent de vérifier

cette hypothèse et, le cas échéant, de soutenir les ONG et les populations locales ! Dans tous les cas il s'agit d'une raison supplémentaire d'en finir avec le nucléaire, si dangereux, si toxique et non maîtrisable.

Commission nationale écologie

RIS-ORANGIS PostierEs en grève depuis le 30 octobre

Le 14 novembre, jour de grève départementale à La Poste dans le 91, appelé par la CGT et Sud, les grévistes de Ris-Orangis (secteur qui comprend les villes de Lisses, Ris-Orangis, Bondoufle et Courcouronnes) entraînent dans leur 17^e jour de grève.

Ils veulent l'embauche de trois agents supplémentaires, le maintien de trois postes et le respect des temps de pause. Et, point d'orgue du conflit, le retour aux horaires d'ouverture d'origine du bureau de Ris-Orangis.

Politique de rentabilité

Depuis le 25 septembre, ce dernier est en effet fermé tous les matins ainsi que le samedi et le lundi. Ce qui représente environ 35% des créneaux d'ouverture au public. Le mouvement a reçu le soutien du conseil municipal et du maire PS de Ris-Orangis. La Poste bafoue ses engagements vis-à-vis de la mairie qui, il y a trois ans, a installé



PHOTO THÉQUE ROUGE / MILO

le bureau dans des locaux neufs, qu'elle a financés à hauteur de 118 000 euros, soit 45% de l'investissement total. L'accord prévoyait que ce bureau soit ouvert quatre jours pleins par semaine, ainsi que les samedi et

mercredi matin. Politique de rentabilité oblige, la direction de La Poste a rompu son engagement.

Lundi 13 novembre avait lieu un rassemblement de solidarité devant la direction départementale où se retrouvaient grévistes, militantsE syndicaux, éluEs et organisations politiques dont le NPA. Le large soutien de la population s'exprime à travers deux pétitions : une lancée par la mairie, l'autre par les grévistes. Une mairie qui voudrait bien voir le mouvement s'arrêter, alors qu'il est le seul moyen de faire céder La Poste qui craint qu'il puisse s'étendre à d'autres bureaux...

Correspondant

FRONT SOCIAL

Marche nationale du 18 novembre : créer la surprise

La proposition faite par le Front social, alors que le mouvement de contestation des ordonnances s'essouffait après la journée de mobilisation du 19 octobre dernier (la cinquième depuis la rentrée), d'une marche nationale sur l'Élysée samedi 18 novembre, arrive à point nommé.

Il importe désormais de transformer ce qui s'annonce comme un succès, au regard de l'intérêt suscité par cette date sur les réseaux sociaux et des précédentes manifestations organisées par le seul Front social, en surprise : le fait que le NPA puis l'union syndicale Solidaires appellent désormais à cette journée est de nature à y contribuer. Plus encore, le débat vient percuter la FI, où plusieurs groupes d'appui ont fait savoir leur intérêt alors que le mouvement de Mélenchon reste rivé sur la perspective d'une nouvelle manifestation nationale en décembre, une date peu propice, et sans chercher, de nouveau, à la co-construire.



C'est dans la rue que ça se passe!

Les luttes seront à l'honneur dans le cortège : de nombreuses équipes syndicales ont déjà annoncé leur participation, que ce soit les grévistes de McDo dans l'Aveyron qui entament leur troisième mois de grève, ceux des Champs-Élysées avec leur comité de soutien, du Holiday Inn de porte de Clichy ou de Vélizy. Il s'agit, pour chaque militantE, qu'il ou elle se reconnaisse ou pas dans la démarche du Front social, de populariser cette échéance, en premier lieu auprès de ses camarades du syndicat lors des manifestations du 16 novembre. Une journée de grève la plus massive possible le 16, c'est autant de reconductions possibles le lendemain, suivies d'une marche nationale réussie : une telle séquence ouvrirait indéniablement la perspective d'un mouvement global de contestation dont nous avons besoin pour mettre en échec Macron et son monde alors que, de surcroît, d'autres dates se profilent (le 20 pour le travail social et le 22 dans la jeunesse contre la mise en place de la sélection à l'université).

Il y a véritablement urgence à jeter toutes nos forces dans la bataille quand on sait que le débat sur l'adoption des ordonnances sera expédié entre le 21 et le 24 novembre à l'Assemblée nationale, avant de se poursuivre au Sénat pour être bouclé en fin d'année. Selon la formule consacrée, l'unité est un combat... Pour le gagner, il n'y aura jamais trop d'initiatives qui cherchent à étendre, à élargir... comme celle de ce samedi!

LD

Des bus, ainsi qu'un système de covoiturage, sont mis en place depuis une dizaine de villes (une adresse pour se renseigner : transports1811@gmail.com).

la santé des étudiantEs

prévention et de dépistage qui disparaît, obligeant les étudiantEs à prendre cela en charge eux-mêmes.

Ces contre-réformes, qui vont à l'encontre des quelques dispositifs de prévention et de dépistage pour les jeunes, vont aggraver la situation et n'arrangeront en rien la lutte contre les IST, notamment le sida. Entre 2007 et 2016, le nombre de découvertes de séropositivité avait déjà augmenté de 24%, et toutes les associations dénonçaient le manque de moyens, et notamment le manque de pédagogie dans l'éducation. Au nom des économies à faire, le gouvernement met donc encore plus en danger la santé des étudiantEs.

Les mutuelles privées en embuscade

Mais ce n'est pas tout ; une des mesures phares de la réforme est la fin de la spécificité du régime social étudiant, et sa complète dissolution dans le régime général de la Sécurité sociale. Si le fait d'intégrer le régime étudiant dans le régime général n'est pas en soi un recul pour les étudiantEs, le fait que ces derniers ne pourront plus peser sur le mode de fonctionnement de leur système de santé est un recul important socialement. C'est un recul non seulement parce que les étudiantEs n'auront plus leur mot à dire sur leur régime d'indemnisation, mais aussi parce que cela va ouvrir un peu plus le

« marché » de la santé des étudiantEs aux mutuelles privées. Si jusqu'à aujourd'hui les mutuelles (comme la LMDE) qui s'occupaient du régime général et donc, pour beaucoup d'étudiantEs, du régime complémentaire, n'étaient pas des assureurs privés, elles vont désormais subir la concurrence « libre et non faussée » des géants du système qui vont vouloir investir massivement ce marché très lucratif. L'ouverture de ce nouveau marché pour des mastodontes comme Axa est un véritable cadeau de l'ancien banquier Macron aux capitalistes, qui va augmenter encore plus le coût de la santé pour les étudiantEs.

En 2015, unE étudiantE sur deux avait « plutôt tendance à attendre que les choses passent » au lieu d'aller voir un médecin. En 2017, unE étudiantE sur trois avait déjà renoncé à des soins.

Remboursements qui prennent du temps, systèmes opaques : ces problèmes ne vont pas se résoudre par l'absorption dans le régime général. Par ailleurs, auparavant les mutuelles remboursaient tous les moyens contraceptifs (de la pilule aux préservatifs), ainsi que les tests de grossesse : qu'en sera-t-il avec le passage à la Sécu ?

Le gouvernement démontre chaque jour son caractère antisocial, pour les travailleurEs comme les étudiantEs. Le 16 novembre, puis le 22 novembre les étudiantEs sont appelés à descendre dans la rue. Des occasions de remettre en cause les volontés de ce gouvernement au service du CAC40.

Arthur (comité Paris I)

BAISSE DE LA CÔTISATION DE LA SÉCU ÉTUDIANTE



CHARMAG

Les comités en action!

Paris 15^e La révolution russe à la poste.

Mercredi 9 novembre, plus d'une trentaine de postières et postiers ont assisté, dans le 15^e arrondissement de Paris, à une réunion avec Olivier Besancenot sur la révolution russe et les perspectives révolutionnaires aujourd'hui. Olivier a présenté son livre récent en insistant sur le fait que la révolution russe était pour nous une référence incontournable, mais que cela impliquait une capacité, 100 ans après, de faire un bilan, tant des lumières que des ombres. Sur ce dernier point, l'analyse des racines de la contre-révolution bureaucratique est une nécessité. La discussion a été riche et permis d'aborder de nombreux sujets: révolution russe et révolution française, la nécessité ou pas d'un parti, le type de parti, la tendance, visible dans la vie des bureaux et les grèves, des salariéEs à se reposer sur les militantEs, la mobilisation et la participation de tous et toutes comme seule garantie pour le devenir d'une révolution...

La réunion a regroupé des postierEs de plusieurs bureaux, mais était organisée par les camarades de Paris 15, bureau qui a mené des luttes importantes et longues pour l'emploi et les conditions de travail, ce qui vaut aux militantEs la vindicte de la direction.

Ariège «De l'eau pour la vie, pas pour leurs profits».

Le 7 novembre 2017, les associations Le Chabot, CEA, DAME, FNE, NDDL 09, FV 09 et ANPER, ont tenu une conférence de presse contre le projet du conseil départemental de l'Ariège qui veut dériver la rivière Touyre pour apporter de l'eau supplémentaire dans le lac de Montbel pour conforter l'agriculture intensive des plaines de Basse Ariège, de l'Aude et de la Haute-Garonne.

Le conseil départemental d'Ariège a fait appel à une agence de communication formée d'énarques qui veulent nous faire croire que l'institution œuvre pour l'intérêt général. Bien sûr, les études coûteuses – 46332 euros HT puis 60000 euros HT – menées par le bureau d'études Artelia, n'ont pas été communiquées.

Les associations vont informer largement et assister à la grande réunion du 24 novembre à l'hôtel du département, non pour collaborer mais pour proposer une alternative. Il n'est pas question de continuer les erreurs passées et de foncer droit dans le mur en aggravant la crise climatique. Une seule solution: changer de cap et aller vers une agriculture économe en ressources naturelles et destinée au bien-être humain.

Le comité ariégeois du NPA apporte son soutien à cette lutte.

Besançon Débat sur la révolution russe avec Olivier Besancenot.

Le jeudi 9 novembre se tenait à Besançon une réunion publique avec Olivier Besancenot, à l'occasion du centenaire de la révolution russe et de la récente parution du livre écrit à ce sujet par le porte-parole du NPA.

L'initiative a été un succès, puisque 150 personnes, dont de nombreux jeunes, ont répondu présent pour écouter Olivier et discuter de l'événement. Le but n'était pas de fêter la révolution russe, de la célébrer, mais bien de se demander ce qu'il en subsistait aujourd'hui. Lucie, militante au NPA à Besançon, a rappelé dans son introduction que l'idée n'était pas de se prélasser dans une vision passéiste de l'événement mais bien d'en tirer les enseignements pour faire de la politique aujourd'hui, en tant que militantEs révolutionnaires.

Dans son intervention, Olivier a bien montré la nécessité d'une analyse politique de ce moment de l'histoire, de cette expérience inégalée d'auto-organisation, alors que la pensée dominante cherche à faire oublier la révolution, ou à n'en montrer que les côtés sombres. Car malgré leurs efforts, la révolution russe reste «enfouie dans les nappes phréatiques de la mémoire collective», et ce qui a ébranlé le monde en 1917 ne peut pas être mis de côté.

Le débat qui a suivi a soulevé des questions plus délicates entre les différents courants révolutionnaires. Mais pour Olivier, si ces questions doivent être abordées de front, les oppositions de notre camp social doivent être dépassées, pour avancer touTEs ensemble vers une société nouvelle. Car ce qui s'est passé il y a cent ans n'était pas qu'une histoire de grands hommes et de stratégies politiques, mais un véritable raz de marée: des millions de personnes se sont élancées dans un rêve fou, des millions de personnes ont pris leurs affaires en mains. Et ça, on n'a pas envie de l'oublier! Car même si on ne sent pas dans l'air de 2017 une odeur de révolution, on vit encore une période où les masses s'invitent sur la scène politique, partout dans le monde. La réussite de cette réunion montre bien que ce qui s'est passé en 2017 intéresse, et fait toujours envie.



DR

Le Mammouth socialiste doit être dégraissé! Épisode 2: Un toit, c'est un droit. Mais ça peut coûter cher

On a déjà vu que le PS, au gré de toutes les défaites accumulées depuis 2012, subit une chute drastique de ses recettes. Le parti doit donc vendre les bijoux de famille, au premier rang desquels son siège historique de la rue de Solferino. Sa valeur est estimée entre 40 et 60 millions d'euros. Une fourchette aussi large reflète l'incertitude et le débat existant sur le montant que le PS pourra réellement tirer de cet hôtel particulier, et conséquemment des marges de manœuvre qui en découleront. Car cette vente, dit-on, doit servir plusieurs desseins.

Régler la note de la présidentielle et des législatives

D'abord régler la note de l'élection présidentielle. Si l'ensemble des budgets de la campagne 2017 sont en déflation par rapport au passé, les montants finaux restent conséquents. Trop habitué à se retrouver en finale, le PS a déboursé 15,2 millions d'euros pour conquérir l'Élysée, ce qui fait de Benoît Hamon le candidat le plus dépensier derrière Macron (16,7 millions)... qui est allé au second tour et a donc eu des dépenses supplémentaires! Le coût unitaire par voix du candidat Hamon est donc le plus élevé de tous les prétendants. On peut trouver ce calcul stupide... ou pas. Il est au minimum révélateur. Mais le pire n'est pas là. Puisque «seulement» 8 millions d'euros de remboursement sont accordés aux candidats ayant récolté plus de 5% au premier tour sans le franchir, la campagne socialiste accuse donc un déficit de 7 millions d'euros.

Ensuite, la vente du QG doit éponger les dettes des candidatEs n'ayant pas atteint les 5% aux législatives et aider les fédérations en difficulté. Il faut aussi racheter un nouveau siège national. Enfin, il faut constituer et faire fructifier une cagnotte pour le futur candidat au Château en 2022. Eh oui, «le boulot de dans 5 ans»!

Ensuite, la vente du QG doit éponger les dettes des candidatEs n'ayant pas atteint les 5% aux législatives et aider les fédérations en difficulté. Il faut aussi racheter un nouveau siège national. Enfin, il faut constituer et faire fructifier une cagnotte pour le futur candidat au Château en 2022. Eh oui, «le boulot de dans 5 ans»!

«Être au rendez-vous en 2022»

Au final, nous dira-t-on, rien que de très sensé dans cette démarche. Au-delà du désastreux symbole, la vente du QG matérialise une stratégie politico-financière: après la débâcle, réduisons la voilure mais gardons le cap! On serait presque tenté de décerner la palme de la «responsabilité» à Frédéric Bonnot, secrétaire général administratif, quand il déclare que «l'objet social d'un parti politique est de financer son action et, malgré la rousite, de préparer l'avenir – c'est-à-dire mettre suffisamment d'argent de côté pour être au rendez-vous en 2022». Sauf qu'il répondait ici à des salariéEs en colère!

Car à trop «oublier» les travailleurEs et garder ses sous pour accéder au Château, le PS en est venu à (re) découvrir... qu'il avait les siens, de travailleurEs! Le siège national du PS était en effet une PME de 120 «collaborateurEs». Une vingtaine seraient partis depuis la fin 2016. Reste donc une centaine de salariéEs, dont environ les deux tiers vont devoir quitter leur poste d'une manière ou d'une autre. Après le groupe parlementaire qui est passé de 37 à 11 assistantEs l'été dernier, c'est au tour du parti lui-même de «dégraisser».

La suite, et la fin, au prochain épisode. Et en attendant, n'oubliez pas que le NPA a besoin de votre soutien financier!

Sylvain Madison



La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé:

Vous donnez 3 €, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2!

Moyennant un peu de patience avant le remboursement:

Vous pouvez donc multiplier votre don par 3

Un seul lien pour donner en ligne:

<https://souscription.npa2009.Org>

Une seule adresse pour envoyer vos chèques:

Npa souscription – 2 rue Richard-Lenoir – 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques:

Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi:

Avant le 31 décembre à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque:

Precisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque:

Precisez à qui imputer le don

Internationalisme

Une délégation du NPA le 11 novembre à Barcelone

Une vingtaine de camarades du NPA se sont rendus le 11 novembre à Barcelone pour participer à la manifestation géante pour la libération des prisonnierEs politiques catalans.



© NPA

«Presse espagnole manipulatrice»

Les chiffres, à Barcelone comme à Paris, sont toujours sujets à controverse politique. Ça n'a pas raté cette fois-ci encore. Les grandes agences de presse internationales se sont empressées, dès 18 heures, d'annoncer 750 000 participantEs, le décompte officiel de la Guarda Urbana, alors qu'un bon tiers des manifestantEs faisaient toujours du surplace dans les rues adjacentes à celle de la Marina avant de pouvoir remonter jusqu'au podium central au carrefour de Salvador d'Espriu, soit 3,3 kilomètres d'une Marina pleine à craquer.

Antoni Morell, journaliste de VilaWeb, a procédé à une «étude fondée sur la surface occupée par la grande manifestation pour la libération des prisonniers politiques». Il en conclut, pour une surface d'environ 1250 000 m², que ce sont entre 1 et 1,5 million de personnes qui se sont rassemblées samedi à Barcelone. La polémique sur les chiffres n'est pas neutre. L'ANC et Omnium ayant annoncé, avant la manifestation, que leur objectif était d'atteindre, voire de dépasser celui du million de la Diada (fête nationale de la Catalogne) du

11 septembre de cette année, il n'est évidemment pas indifférent de savoir s'il a été atteint. Et c'est sans hésitation qu'entre 19 heures et 20 heures, heure officielle de dissolution du rassemblement, enfin parvenus sur la Marina, après avoir piétiné deux heures durant à l'angle d'Almogavers et de Wellington, nous nous sommes époumonés d'un «*Prensa espanyola manipuladora*» («*Presse espagnole manipulatrice*») à l'unisson de la foule massée au pied de l'échafaudage d'une télévision espagnole dont la

journaliste commentait en direct l'événement.

Dans la foule, on pointait le doigt ou on dressait le poing en direction de l'hélicoptère de surveillance de la police nationale à chacun de ses passages en l'invectivant d'un rageur «*Fora! força d'ocupació*» («*Dehors la force d'occupation*») et, comme un pied de nez aux encore maîtres du ciel, d'un tonitruant «*Els carrers sempre seran els nostres*» («*Les rues seront toujours nôtres*»). Et bien sûr, rythmées au tambour, on chantait à pleins poumons les paroles de la chanson *L'Estaca*¹, ce maudit poteau planté en 1714 au cœur de la Catalogne par les mercenaires espagnols de l'aïeul, Felipe V de Borbón, du chef de l'État d'aujourd'hui, et auquel est toujours enchaîné «grand-père Siset» le Catalan, au refrain tellement actuel:

Segur que tomba, tomba, tomba / C'est sûr, il tombera, tombera, tombera, / Ens podrem alliberar / Et nous pourrons nous libérer.

Pierre Granet

1 – *L'Estaca* est une célèbre chanson composée par le chanteur Lluís Llach en 1968, symbole de la lutte contre l'oppression franquiste en Catalogne, et désormais symbole de la lutte pour la liberté.

Essai

Homme augmenté, humanité diminuée, de Philippe Baqué

Éditions Agone, collection «Contre-feux», 314 pages, 20 euros.

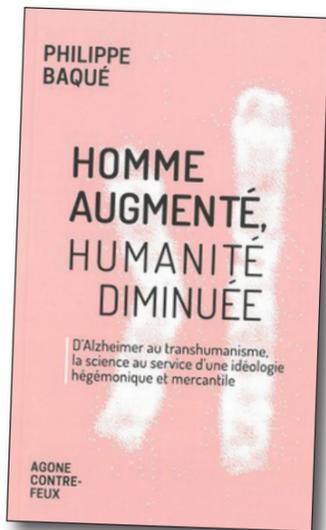
D'Alzheimer au transhumanisme, la science au service d'une idéologie hégémonique mercantile.

Philippe Baqué, journaliste et réalisateur de documentaires, est parti des interrogations soulevées par la maladie d'Alzheimer de sa mère pour mener une enquête très personnelle, sans être subjective, autour de ce dont cette maladie est le nom et du futur que nous promettent les contemporains de la mort.

Bienvenue dans la vie éternelle! Dans *la Vieillesse* (1970), Simone de Beauvoir écrivait : «*La vieillesse ne saurait être comprise qu'en totalité, elle n'est pas seulement un fait biologique, mais un fait culturel*». C'est à cette époque que, l'espérance de vie s'allongeant, les structures familiales se modifiant, la société a dû commencer à gérer de nombreuses personnes âgées dont le comportement, jusqu'alors qualifié de démence sénile, a été rapproché des observations faites en 1906 par le docteur Alzheimer. La vieillesse devenait une maladie et un boulevard s'ouvrait devant les laboratoires pharmaceutiques et les maîtres de la «Silver Economy». Les maisons de retraite, rebaptisées EPHAD, devenaient un placement extrêmement rentable.

L'auteur nous présente un tableau complet de la situation, de la compétition des laboratoires pour trouver des médicaments pour soigner la maladie (la vieillesse), de la démonstration de leur inefficacité et de la chute des préconisations, malgré la collusion et les conflits d'intérêts de nombreux décideurs publics, souvent médecins. Il nous montre comment, ne pouvant soigner la maladie, la compétition s'est lancée dans le domaine du dépistage précoce, afin de créer un nouveau marché de la prophylaxie. Et pendant ce temps, dans les EPHAD, le personnel insuffisant, rentabilité oblige, mène une vie de galère à ne pas pouvoir s'occuper correctement des pensionnaires, parfois carrément maltraités. Une souffrance des travailleurs et des «clients» qui n'est malheureusement pas sans rappeler d'autres horreurs.

Chasse à la vieillesse Qui dit dépistage précoce conduit directement à la génétique. Quel est le gène de la maladie d'Alzheimer? Pour l'identifier, des moyens hallucinants, se chiffrent en milliards de dollars, sont mis en œuvre par



les laboratoires qui s'allient, dans ce monde où on ne manque jamais d'argent, aux plus grands groupes, Google, Apple, IBM, etc. Des start-up poussent comme des champignons pour être prêtes à récolter les fruits de la moindre petite découverte. Séquençage du génome, prothèses et puces... promettent un avenir fait d'une haute rentabilité. Deux chercheuses, la française Emmanuelle Charpentier et l'Américaine Jennifer Doudna, ont inventé un outil, le Crispr-Cas9, ciseau à couper l'ADN, qui permettrait de réparer, mais qui ouvre la porte à toutes les expérimentations, facilement et à moindre coût, avec la possibilité de profits fabuleux, à un point tel que les deux inventeuses elles-mêmes tirent déjà le signal d'alarme.

La chasse à la vieillesse conduit logiquement à la chasse à la mort, et la collecte de centaines de milliers de génomes, fournis bénévolement par celles et ceux qui veulent savoir comment ils vont mourir, permet à ces groupes de se constituer des bases de données gigantesques afin de poursuivre leur nouveau but : éradiquer la vieillesse et en tirer profit. Pour Philippe Baqué, «*cette quête de l'immortalité et de l'éradication de la vieillesse se fonde sur une vision à très court terme : celle du marché*».

Promesse d'un nouveau monde? On découvre le nouveau monde que nous promettent les transhumanistes et les technoprophètes adeptes de l'homme augmenté, le français Laurent Alexandre, auteur de *la Mort de la mort*, l'Anglais Max More, cryogénisateur de riches, les fabricants chinois de clones et d'embryons sélectionnés, les libertariens étatsuniens... tous annoncent l'éternité pour celles et ceux qui s'adapteront et feront des enfants dans des utérus artificiels, et une vie de chimpanzés pour les autres. Peu de voix s'élèvent pour s'y opposer, mais on peut noter celle de Jacques Testard, «*créateur*» du premier bébé-éprouvette. Le collectif grenoblois Pièces et Main-d'œuvre est aussi très actif sur ce sujet. Petit bras comparé aux milliards investis, mais au moins le mérite d'aborder un thème trop absent du débat politique. Philippe Baqué, tout en s'interrogeant sur la part réelle d'utopie, appelle à agir et à ne pas nous résigner à devenir les chimpanzés du futur. **Catherine Segala**

Roman

Un loup pour l'homme, de Brigitte Giraud

Flammarion, 250 pages, 19 euros.

1960. Antoine et Lila ont un peu plus de vingt ans. Ils se sont mariés 18 mois plus tôt. Ils vivent et travaillent dans la banlieue de Lyon. Dispensé tout d'abord de service militaire, Antoine est finalement appelé au mois de mars.

Mais Lila est enceinte... Formé comme infirmier à Bar-le-Duc, Antoine sera envoyé en Algérie et affecté à Mers-el-Kébir... où naîtra Cécile, car Lila est venue le rejoindre entre-temps.

Les choses ont pu se passer ainsi Brigitte Giraud aussi est née à Mers-el-Kébir à l'automne 1960. D'un père appelé, infirmier, et d'une mère venue le rejoindre. Lors d'une rencontre avec les lecteurs, l'auteure explique que «*ce livre a été comme une nécessité venant après tous les autres*». Ce roman des origines s'est imposé pour surmonter l'obstacle des «*phrases-écrans*» qu'elle avait entendues mille fois dans la bouche de ses parents : «*Il faisait toujours beau*»; «*Je n'ai jamais porté d'arme*». Nous n'avons pas affaire ici au «*récit romancé*» d'une situation rare (les enfants d'appelés nés en Algérie sont sans doute peu nombreux). On ne trouvera aucune trace de «*romance*», le style est dépouillé, sans pathos mais jamais sec. Un livre court et plein de vie pourtant... Nous sommes loin du «*récit de témoignage*». Mais il ne s'agit pas non plus d'une auto-fiction. «*Pour la première fois, j'étais dans l'incapacité d'utiliser la première personne*», confie ainsi l'auteure. Mais peu nous importe finalement l'étiquette, peu importe qu'on ne soit pas sûr du registre : la réussite et l'effet de vérité sont là. On se dit : «*Les choses ont pu se passer ainsi. Et si ce n'est pas ainsi, c'est quelque chose d'approchant*».



Le roman comme «moyen de connaissance» Le livre se présente en trois parties. Antoine d'abord, qui, très vite, se rendra compte que sa mission d'infirmier à l'hôpital ne le préserve de rien. Et qui se révélera pleinement dans son rôle de soignant. Ensuite Oscar, un «*psychiatre*» amputé de la jambe, mutique : avec Antoine, le retour à la parole, peut-être... Entre les deux, Lila, qui sait ce que se décider veut dire, qui habite en ville maintenant. Et, transversalement, les évolutions politiques et militaires de 1960 et 1961... Puisque la gangue de silence enserre encore les personnes qui ont été engagées directement dans cette guerre qui a tant de mal, même six décennies plus tard, à se dire «*guerre d'Algérie*», puisque la colonisation reste si largement taboue, le pari est fait ici que la fiction romanesque est un excellent moyen pour faire craquer l'insupportable. Le roman comme «*moyen de connaissance*», ainsi que l'écrivait Kundera dans *l'Art du roman*. C'est dans cet esprit que Brigitte Giraud semble avoir travaillé pour nous offrir ce beau livre. **Fernand Beckrich**

Festival

Lumières noires

Le festival Ciné banlieue a été créé un an après les révoltes de 2005 et tient, du 8 au 17 novembre, sa 12^e édition, intitulée «*Lumières noires*».

Cette édition est consacrée à des films réalisés par des réalisatrices ou réalisateurs noirs ou interprétés par des actrices ou acteurs noirs. Il se tient essentiellement à Saint-Denis, à l'Écran, et dans deux autres salles parisiennes (le Comedy Club et l'UGC 19^e).

France ayant construit le racisme et les discriminations dont sont victimes aujourd'hui les populations noires. La création artistique, cinématographique, noire, a toujours existé. Elle a ses héros, ses primés, mais elle a besoin de scènes pour se faire connaître. Le festival Ciné banlieue est une belle occasion. La semaine a débuté avec, en avant-première, *Une saison en France*, de Mahamat-Saleh Haroun, cinéaste tchadien, déjà connu pour *Bye-bye Africa*, *Un homme qui crie*, *Grisgris*, *Hissein Habré : une tragédie tchadienne*. Hélas ce film est une déception. Le scénario

ne tient pas, les personnages ne sont pas crédibles. La situation réelle des sans-papiers est si éloignée de celle, imaginaire, qui est mise en scène : Mahamat-Saleh Haroun rate sa cible. **Les Mariannes noires** Plusieurs films ont été rediffusés, *Wallay* sorti en juin 2017, *Soleil Ô* de Med Hondo sorti en 1973 et remasterisé cette année, qu'il faut revoir dès que l'occasion se présente, *la Vie de château* (août 2017) et *l'Ascension* (janvier 2017). Une mention particulière au documentaire *les Mariannes noires* de Mame Fatou Niang, présenté au festival international de la diaspora africaine mais pas encore diffusé en salle ni à la télévision. Sept femmes noires,

françaises, artistes, intellectuelles, qui racontent leur parcours, les blocages, les stéréotypes auxquels elle se sont confrontées, et font partager leur point de vue salutaire et décapant, provoquant ainsi le débat. On espère une large diffusion pour ce travail indispensable. Enfin une des qualités de ce festival c'est son ouverture aux jeunes cinéastes qui se font les dents sur les courts métrages. Chaque année un appel à concourir est lancé pour la session suivante. Citons notamment *12 vues de Cannes* de Sacha Wolff, qui confronte la parole de Cannais à l'image de la Croisette, *les Princes de la ville* de Souleymane Sylla ou *Pablo* de Julien Carpentier. **Jean-Marc Bourquin**

Théâtre

Octobre, d'après Jacques Prévert

Théâtre de Nesle, 8 rue de Nesle, 75006 Paris. Réservations : 01 46 34 61 04

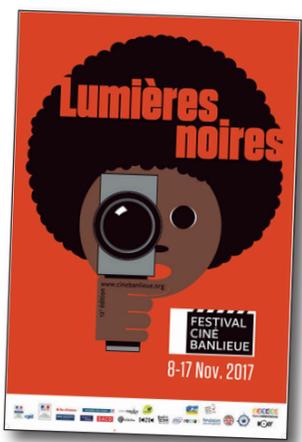
Àu théâtre de Nesle, la compagnie Soleil de nuit nous immerge dans les textes de Jacques Prévert et nous relate sa rencontre avec le groupe Octobre, troupe de théâtre issue de la scission de la troupe Prémices de la Fédération du théâtre ouvrier de France.

Sur fond de crise et de révolte ouvrière Elle nous emmène au début des années 1930 et nous immerge dans cet univers de crise sur fond de révolte ouvrière dans le monde. La création du groupe Octobre, son évolution, son positionnement, sont subtilement insérés dans le rappel chronologique de la période, jusqu'à la

fin du Front populaire et la dissolution du groupe. Chômage, misère, crise économique, 1934, révolte des Asturies, révolution espagnole, montée des droites extrêmes : rien ne manque. Les moments forts du travail de Prévert au sein du groupe d'agit-prop sont présents : – Caricature des politiciens et des gros industriels ou ridiculisant la bourgeoisie (*La Bataille de Fontenoy, Citroën*) ; – Valorisation des ouvriers (*La Famille tuyau de poêle*) ; – *Tableau des merveilles*, joué dans les grands magasins parisiens en grève. Les textes chantés de Prévert, quelques chants révolutionnaires (espagnols entre autres) rythment ce spectacle bien construit, honnête et généreux.



Les représentations ont lieu à 17h les dimanches 19 novembre, 10 et 17 décembre, 7 et 28 janvier, 4, 11, 18 et 25 février. Tarif préférentiel pour ceux qui se présenteront avec le journal (15 euros au lieu de 20 euros) et 12 euros si vous bénéficiez d'un autre tarif réduit. **Sylvie Tridon**



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

RAFFINERIES « Faisons moins de manifs et plus de grèves dans les entreprises pour bloquer le pays »

Entretien avec Thierry Defresne, délégué syndical central chez Total.



Vous préparez une mobilisation à partir du 23 novembre. Quelles sont les revendications ?

Nous appelons à la sanctuarisation de la convention collective (CC) au travers de trois éléments : salaire, retraites, CHSCT.

Pour les salaires, il s'agit de préserver les primes de quart, de panier, d'ancienneté. Avec un focus sur l'ancienneté parce que, conventionnellement, cette prime est de 20% pour 20 ans d'ancienneté, avec la revendication que nous défendons de déplaçonnement à 25 ans. Total la remet, de fait, en cause depuis 3 ans en déduisant ce que cela représente (autour de 0,7%) des enveloppes des augmentations générales et individuelles, au prétexte que les cadres n'y ont pas droit. Pour Total, la prime d'ancienneté a été créée pour fidéliser les salariés, ce qui n'est plus dans les préoccupations d'aujourd'hui. D'où la crainte que Total la baisse si c'est négocié au niveau de l'entreprise.

Sur les retraites, actuellement au bout de 35 ans d'ancienneté on peut prétendre à un départ anticipé de quatre ans avant l'âge légal (58 ans au lieu de 62). Chez Total on a même cinq ans pour 25 ans de quart effectué, gagnés par le rapport de forces. C'est une des seules CC qui anticipe le départ en retraite par prise en compte de la pénibilité, qui a été obtenu en janvier 2011 suite à la lutte de 2010 sur les retraites.

Le troisième point concerne les CHSCT, qui deviendraient des commissions sécurité rattachées au comité social et économique (CSE). Dans la profession c'est gravissime, notamment avec les sites Seveso 2, et plus globalement en matière de sécurité, de santé, de maladie professionnelle. Rien n'est prévu dans les textes existants, y compris tout ce qui a été acquis suite à la catastrophe d'AZF... Avec la menace de la multiplication d'accidents graves.

Existe-t-il des discussions avec la chambre patronale, le gouvernement ?

Nous avons envoyé une lettre ouverte à la chambre patronale, l'Union française des industries pétrolières (UFIP), qui visait aussi à attirer l'attention du gouvernement et de toute la CGT en pointant la faiblesse de la mobilisation interprofessionnelle. Un ultimatum visant à créer une dynamique. L'UFIP a répondu qu'il était urgent d'attendre que les décrets sortent pour apprécier le contexte de négociations. Nous nous appuyons sur le fait que les routiers et les dockers ont obtenu une sanctuarisation de leurs dispositifs conventionnels avant les décrets. Nous pensons que l'UFIP souhaite négocier à la marge, « faire ses courses » dans les ordonnances, voir ce qu'elle



Un débat s'est engagé sur les risques de négociations par branche...

La mobilisation globale n'est pas là, mais nous n'abandonnons pas la lutte. La responsabilité première c'est celle de la confédération CGT. Depuis le 12 septembre, elle recherche d'abord l'unité inter-syndicale FO-CFDT-CGC (avec certes des résultats partiels du côté de FO ou de la CGC) sans se soucier de l'unité interne, entre les différentes fédérations CGT. La confédération a refusé la proposition de la fédération chimie (FNIC), après le 12 septembre, de rencontres hebdomadaires entre la confédération et les fédérations pour construire ensemble. La FNIC a fait des démarches en direction des métallos, des ports et docks, du transport, mais le positionnement confédéral n'a pas permis d'engager des actions communes. Du coup les fédés se tournent vers les chambres patronales pour imposer le maintien des dispositifs conventionnels. Dans la FNIC, c'est le « pétrole » qui est à l'initiative. Les autres secteurs ont du mal à mobiliser mais, dans la foulée, des discussions dans le caoutchouc, la chimie... les ont amenés à exiger aussi la sanctuarisation de leurs CC. Ça peut se faire ailleurs, dans toutes les branches, et déboucher sur des grèves d'ampleur qui battraient en brèche le discours du gouvernement : « ce n'est pas la rue qui gouverne ». Faisons moins de manifs et plus de grèves dans les entreprises pour bloquer le pays. En grève reconductible, on n'a plus besoin de dates pour « se retrouver » même si ça fait du bien de se retrouver tous ensemble en manifestation. Pour viser le

changement de société auquel tout le monde aspire.

Comment se prépare la journée du 23 ?

Par un travail de terrain. C'était froid sur les ordonnances mais, là, les oreilles sont plus attentives. Cela paraît plus simple de faire gagner sur la garantie des CC plutôt que sur l'ensemble des ordonnances. Pour la suite la fédération appelle à l'arrêt de la production. On attend un peu pour voir la mobilisation. Sur 24 heures, on ne voit que trois équipes sur sept. Au bout de 23 jours on peut prendre des décisions. Le 23, nous avons la négociation salariale avec l'UFIP, et l'idée c'est d'arriver à la négociation avec une majorité de sites en grève pour, ensuite, donner de l'ampleur, relancer 24 heures la semaine suivante... on ne peut pas préjuger.

Mais nous n'oublions pas le reste (instances représentatives du personnel, droit du licenciement). Ainsi, pour les retraites, la mise en place d'un système par comptes notionnels mettrait fin, de fait, aux départs anticipés. Si on n'arrive pas à mobiliser maintenant, ça sera peut-être dans trois mois sur la formation professionnelle, dans six sur les retraites. Il ne faut pas trop se focaliser sur les ordonnances mais combattre l'ensemble du programme Macron. Au bout d'un moment il y aura une mobilisation, à un moment que, comme d'habitude, on ne peut pas prévoir. Le jour où l'interpro se mobilisera, les raffineurs seront là.

Propos recueillis par Robert Pelletier

pourrait appliquer et laisser le reste à la négociation d'entreprise. Nous exigeons le maintien des trois éléments évoqués précédemment. La fédération chimie discute avec le ministère pour lui faire comprendre les enjeux. Total, qui pèse 40% de l'activité dans la profession, peut avoir demandé à l'UFIP de ne pas participer aux discussions. Il s'agit de faire comprendre au gouvernement que la mobilisation de l'an passé pourrait se reproduire cette année.

Qu'en est-il de l'unité syndicale ?

Chez Total nous avons des contacts. Au niveau de la branche, la CFDT, d'accord pour attendre les décrets, demande des négociations, non pas pour sanctuariser la CC mais pour se mettre d'accord sur ce qui relèverait de la branche et ce qui relèverait de l'entreprise. FO n'a pas appelé aux journées nationales sur les ordonnances et est en position d'attente après l'échec d'une mobilisation à Feyzin. Nous visons l'unité syndicale pour avoir l'unité des salariés, sans toucher au cahier de revendications de la CGT, pas dans une démarche de syndicalisme rassemblé.

L'image de la semaine



Le Monde « POLOGNE PURE, POLOGNE BLANCHE »

La Pologne s'interrogeait, dimanche 12 novembre, au lendemain d'une fête de l'indépendance sous haute tension dans les rues de Varsovie. Samedi, quelque 60 000 personnes ont participé à une marche nationaliste, à l'appel de l'extrême droite. Le rassemblement se tenait sous le mot d'ordre officiel « Nous voulons Dieu », une expression rappelant un chant catholique interprété parfois aujourd'hui comme un rejet de l'islam, auquel le président américain, Donald Trump, avait fait référence en juillet, lors d'une visite à Varsovie. Le président étatsunien avait alors félicité la Pologne pour sa défense de « la civilisation occidentale ». À l'unisson, les manifestants ont scandé samedi des slogans appelant à la violence et à la xénophobie, tels que « La Pologne pure, la Pologne blanche ». Cette « Marsz Niepodległości », inaugurée en 2009 et réputée comme le plus grand événement fasciste et nationaliste d'Europe, a rassemblé des participants venus de divers horizons européens. Une participation saluée par certains des orateurs à l'origine du rassemblement, qui ont martelé que « la culture chrétienne est supérieure à la culture islamique ».

Deux contre-manifestations, organisées par des groupes antifascistes et les partis d'opposition, ont eu lieu en même temps à l'autre bout de la ville pour protester contre le virage autoritaire de l'actuel gouvernement.

Ce dernier n'a d'ailleurs pas condamné le rassemblement de l'extrême droite. « Le plus important est l'attachement à notre patrie, à notre peuple. Cela devrait se placer au-dessus de tout : de nos divisions idéologiques, de nos différentes opinions politiques », a déclaré le président polonais, sans déplorer les propos tenus lors de cette démonstration de force des extrémistes. Seule limite imposée par le gouvernement polonais, la prise de parole du leader américain du mouvement suprémaciste blanc, Richard Spencer, censé participer au rassemblement, a été interdite, au motif que l'homme ne doit pas apparaître publiquement.

« Pologne, 60 000 personnes défilent à l'appel de l'extrême droite », Le Monde avec AFP, 12/11/2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org